



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 25 NOVEMBRE 1916

QUEBEC, SATURDAY, 25TH NOVEMBER, 1916

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 3 novembre 1916.

M. Achille Saint-Mars, de la cité de Montréal, grand constable, du district de Montréal.

6203

Québec, 13 novembre 1916.

M. Frédérick Henry Manley, agent-financier, des Westmount, juge de paix, pour le district de Montréal.

6205

Le capitaine J. E. Godbout, du 167ième bataillon, C. F. F. E. C., juge de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

6207

Quebec, 15 novembre 1916.

Le major C. A. Williams, chef du service de recrutement, pour le district militaire No 4, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois,

Appointments

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz.:

Quebec, 3rd November, 1916.

Achille Saint Mars, esquire, of the city of Montreal, to be high constable of the district of Montreal.

6204

Quebec, 13th November, 1916.

Frederick Henry Manley, financial agent, of Westmount; to be a justice of the peace for the district of Montreal.

6206

Captain J. E. Godbout, attached to the 167th Battalion, C. F. C. E. F.; to be a justice of the peace under the provisions of article 3361 Q. R. S., 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole of the Province, to administer the oath to recruits.

6208

Quebec, 15th November, 1916.

Major C. A. Williams, chief recruiting officer for Military district No. 4, to be a justice of the peace under the provisions of article 3361 of the Q. R. S., 1909, for a period of six months, with

avec juridiction sur toute la province, aux fins
d'assembler les recrues. 6223

jurisdiction over the whole of the Province, to
administer the oath to recruits. 6224

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 24 janvier 1916, pour la paroisse de Saint-Ours, comté de Richelieu, et de nommer par commission en date du 7 novembre 1916, MM. Arthur Proulx, marchand; Philias Gaudette, entrepreneur; François Sansoucy, commerçant, et Prisque Péloquin, agent, de Saint-Ours, commissaires de la dite cour. 6209

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 24th January, 1916, for the parish of Saint-Ours, county of Richelieu, and to appoint by commission dated the 7th November, 1916, Messrs. Arthur Proulx, merchant; Philias Gaudette, contractor; François Sansoucy, trader, and Prisque Péloquin, agent, of Saint Ours, commissioners of said Court. 6210

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Procureur-Général.

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, dans le comté de Matane, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir:

La paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, dans le comté de Matane, est formée de démembrements des paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Mont-Joli et de Saint-Octave-de-Métis, et d'une parcelle de terrain prise dans la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage, le tout situé partie dans la seigneurie Lepage-Thibierge, partie dans le rang A du canton Cabot et partie dans le fief Pachot; son territoire qui occupe une étendue d'environ 3291 arpents en superficie, équivalent à 2780 acres et à 4 1/4 milles carrés, est décrit comme suit:

Partant du coin Est du rang A du canton Cabot, la limite sud-ouest de la seigneurie Métis, vers le nord-ouest, jusqu'à l'axe de la rivière Métis; de là, dans une direction générale sud-ouest le dit axe jusqu'à son point de jonction avec le prolongement, dans la rivière, de la ligne entre les deuxième et troisième rangs de la seigneurie Lepage-Thibierge; de là, vers l'ouest, ce prolongement et la dite ligne elle-même, jusqu'à la ligne entre les lots connus et désignés sous les Nos 475 et 476 au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, dans la paroisse actuelle de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Mont-Joli, puis vers le sud-est, la

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Attorney General.

WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Rimouski, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Rémi-de-Métis, in the county of Matane, in the said Roman Catholic Diocese of Rimouski, to be as follows, that is to say:

The parish of Saint-Rémi-de-Métis, in the county of Matane, is composed of dismemberments of the parishes of Notre-Dame-de-Lourdes de Mont-Joli, and of Saint-Octave-de-Métis, and of a certain parcel of land taken from the parish of Saint-Joseph-de-Lepage, the whole situated partly in the seigniorie Lepage-Thibierge, partly in range A of Cabot township and partly in fief Pachot; its territory which covers about 3291 arpents in superficial area, equivalent to 2780 acres and to 4 1/4 square miles, is described as follows, to wit:

Starting from the east corner of range A of Cabot township, the south-west limit of Metis seigniorie, towards the north-west, to the axis of Métis river; thence, in a general southwesterly direction, the said axis to its meeting point with the prolongation, in the river, of the line between the second and third ranges of Lepage-Thibierge seigniorie; thence, towards the west, this same prolongation and the same line to the line between the lots known and designated under Nos. 475 and 476 of the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie, in the present parish of Notre Dame-de-Lourdes-de-Mont-Joli, then towards

dite ligne, traversant le chemin de fer Intercolonial (No 545), jusqu'à la limite sud-est du troisième rang de la seigneurie Lepage-Thibierge sus-mentionnée; de là, vers l'est, cette dernière limite, jusqu'à la ligne nord-est de la dite seigneurie Lepage-Thibierge, puis, vers le sud-est, cette dernière ligne, jusqu'à l'axe de la rivière Métis, et le dit axe dans la direction du sud, jusqu'au côté nord du chemin de fer Intercolonial (No 172 de Saint-Jos. de Lepage); de là, vers l'est, le dit côté nord du chemin de fer, jusqu'à la ligne entre les lots connus et désignés au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis sous les Nos 3 et 4 du rang nord-est de la rivière Métis dans la seigneurie Lepage-Thibierge, puis vers l'est, cette ligne, et la ligne, qui lui fait suite, entre les rangs A et B du canton Cabot, jusqu'au point de départ.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, ci-dessus décrites ;

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent seize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

6211 Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux que ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } le secrétaire
des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été

the south-east, said line, across the Intercolonial Railway (No. 545), to the south east limit of the third range of the aforesaid Lepage-Thibierge seignior; thence, towards the east, this last limit, to the north east limit of said Lepage-Thibierge seignior, thence, towards the south east, this last line, to the axis of Metis river, and the said axis in a southerly direction, to the north side of the Intercolonial Railway (No. 172 of Saint-Jos.-de-Lepage); thence, towards the east, the said north side of said Railway, to the line between the lots known and designated on the official cadastre of Saint-Octave-de-Métis, under Nos. 3 and 4 of the range north-east of Métis river, in the Lepage-Thibierge seignior, then, towards the east, said line, and its prolongation, the line between the ranges A and B of Cabot township to the starting point.

NOW KNOW YE, that we have confirmed; established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Remi-de-Metis, aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Remi-de-Metis, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec.

WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixteen, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

6212 Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

P.-E. LEBLANC,

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS
Attorney General. } the secretary
to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Rimouski, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate

déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de partie de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, dans le comté de Matane, dans le dit diocèse catholique romain de Rimouski, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue et d'annexer à la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Matane, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir:

Cette partie du canton Cabot, dans le comté de Matane, comprenant les lots numéros un, deux-A, deux-B, trois-A, trois-B du huitième rang, et les lots numéros un-A, un-B, deux-A, deux-B, trois-A, trois-B quatre, cinq, six du neuvième rang, tous du cadastre officiel du susdit canton Cabot, est détachée de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue et annexée à celle de Saint-Damase.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue et annexée à la paroisse de Saint-Damase.

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, ci-dessus décrite sera détachée de la dite paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Damase.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue fera partie de la dite paroisse de Saint-Damase, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos Fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de la dite province.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent seize, de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

6213

Sous-secrétaire de la province.

establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Saint-Antoine-de-Padoue, in the county of Matane, in the said Roman Catholic Diocese of Rimouski, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint-Antoine-de-Padoue and to be annexed to the parish of Saint-Damase, in the county of Matane, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say:

That part of Cabot township, in the county of Matane, comprising lots numbers one, two-A, two-B, three-A, three-B of the eighth range, and the lots numbers one-A, one-B, two-A, two-B, three-A, three-B, four, five and six of the ninth range, all of the official cadastre of Cabot township aforesaid, is detached from the parish of Saint-Antoine-de-Padoue and annexed to that of Saint-Damase.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognized and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Saint-Antoine-de-Padoue, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Saint-Antoine-de-Padoue, and to be and remain annexed to the parish of Saint-Damase.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Saint-Antoine-de-Padoue, above described to be detached from the said parish of Saint-Antoine-de-Padoue and to be and remain annexed to the said parish of Saint-Damase.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of Saint-Antoine-de-Padoue to be hereafter part of the said parish of Saint-Damase, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixteen, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

6214

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT:

Canada,
Province of
Quebec,
[L.S.]

P.-E. LEBLANC,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU qu'en vertu
Procureur-général. } des dispositions de
 l'article 7486 des Statuts refondus de la province
 de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé,
 sous la direction du ministre de la Colonisation, des
 Mines et Pêcheries, un plan de chaque cité, ville
 et village constitué en corporation, paroisse, can-
 ton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou divi-
 sion d'enregistrement dans la province, avec un
 livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant
 ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou
 lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rap-
 porte;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou
 lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire
 de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possi-
 ble de s'en assurer; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le
 plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur
 le plan et indiqué dans le livre par un numéro
 qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et
 des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit
 propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés
 jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corri-
 gés aussi bien que possible; cette date y est mar-
 quée, et le plan qui est signé par le Ministre de la
 Colonisation, des Mines et Pêcheries reste dans
 les archives de son bureau.

Et vû les dispositions suivantes des articles
 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du
 Code Civil du Bas-Canada, savoir:

"2168. Après que copie des plan et livre de
 renvoi a été déposée dans un bureau d'enregis-
 trement pour toute sa circonscription, et qu'il
 a été donné avis par proclamation, tel que
 mentionné en l'article 2169, le numéro donné
 à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la
 vraie description de ce lot et suffit dans tout docu-
 ment quelconque; et toute partie de ce lot est
 suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait
 partie de ce lot et en indiquant à qui elle appar-
 tient, avec ses tenants et aboutissants; et tout
 terrain composé de parties de plus d'un lot
 numéroté est suffisamment désigné en déclarant
 qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle
 partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis
 d'une demande en ratification de titre, ou dans
 l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation
 forcée, ou de toute autre vente ayant les effets
 du décret, ou dans telle vente ou jugement de
 ratification, ne sera censée suffisante que si elle
 est faite conformément aux prescriptions du
 présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre
 de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis,
 les notaires sont tenus, en rédigeant les actes
 concernant les immeubles indiqués sur tel plan,
 de désigner ces immeubles par le numéro qui leur
 est donné sur le plan et dans le livre de renvoi,
 de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de
 telle désignation l'enregistrement ne peut affecter
 le lot en question, à moins qu'il ne soit produit
 une requisition ou avis indiquant le numéro sur
 le plan et livre de renvoi comme étant celui du
 lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi
 primitifs dans une circonscription d'enregistre-
 ment est annoncé par proclamation du Gouver-
 neur en Conseil, fixant en même temps le jour

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS in virtue of
Attorney General. } the provisions of ar-
 ticle 7486 of the Revised Statutes of the Province
 of Quebec 1909, it is enacted that the Honourable
 Minister of Colonization, Mines and Fisheries,
 shall cause to be prepared, under his superinten-
 dence, a plan of each city, town, village, parish,
 township or part thereof, in each county or regis-
 tration division in the province, with a book of
 reference to each, showing these places and in
 which are set forth:

1. A general description of each lot or parcel
 of land shewn on the plan to which it refers;

2. The name of the owner of each separate lot
 or parcel of land or of any estate therein, so far
 as it can be ascertained; and

3. Everything necessary to the right unders-
 tanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on
 the plan, shall be referred to in the said book,
 by a number which shall be marked upon the
 plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fishe-
 ries, may adopt any means he thinks proper to
 ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made
 up to some precise date, up to which it shall be
 corrected as far as possible; and such date is
 marked upon it, and the plan which is signed by
 the Minister of Colonization, Mines and Fishe-
 ries remains of record in his office.

And considering the following provisions of
 articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, and
 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of
 reference for the whole of a registration division
 has been deposited in the office for such division,
 and notice has been given by proclamation, in the
 manner mentioned in article 2169, the num-
 ber given to a lot upon the plan and in the book
 of reference is the true description of such lot,
 and is sufficient as such in any document what-
 ever; and any part of such lot is sufficiently desig-
 nated by stating that it is part of such lot and
 mentioning who is the owner thereof and the
 properties conterminous thereto; and any piece
 of land composed of parts or more than one num-
 bered lot is sufficiently designated by stating
 that it is so composed and mentioning what part
 of each numbered lot is contains.

"The description of an immovable in the
 notice of application for confirmation of title,
 or in the notice of a sale by the sheriff or by forced
 licitation or of any sale having the effect of a
 sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the
 judgment of confirmation, will not be deemed
 sufficient, unless it is made in conformity with
 the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference
 have been deposited and notice thereof has been
 given, notaries passing acts concerning immove-
 ables indicated on such plan are bound to designate
 such immoveables by the number given to them
 upon such plan and in the book of reference, in
 the manner above prescribed: in default of such
 designation, the registration does not affect the
 lot in question, unless there is filed a requisition
 or notice indicating the number on the plan and
 book of reference as being that of the lot intended
 to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and
 book of reference in any registration division is
 declared by a proclamation from the Governor
 in Council, fixing at the same time the day on

auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi du cadastre du village Amos, dans le comté de Temiscaming.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en ic eux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Temiscaming, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les

which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168, into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, ever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole-registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared under his superintendence, an official plan and book of reference of the village of Amos, in the county of Temiscaming.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of the county of Temiscaming, and there remains open to the inspection of the public

heures de bureau, savoir ; depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent :

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le deuxième jour du mois de décembre prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Témiscaming, relativement au cadastre du village Amos, faisant partie de la dite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit deuxième jour du mois de décembre prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Témiscaming relativement au cadastre du village Amos.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de Témiscaming, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit deuxième jour du mois de décembre prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE, en l'année mil neuf cent seize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

6237

Sous-secrétaire de la province.

during office hours, that is to say between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto :

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the second day of the month of December next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Temiscaming, relating to the cadastre of the village of Amos, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do by this Our Proclamation, declare that from the said second day of the month of December next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Temiscaming, relating to the cadastre of the village of Amos.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of Temiscaming, to renew the same within the period of two years after the said second day of the month of December next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixteen, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

6238

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes

"The Montreal Patents Promoting Company, limited."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1916, constituant en corporation MM. Jules Lusignan, électricien, Osias Laporte, commis, Peter Rumbos, négociant en gros, Charles Landry, comptable, et Harry Pulos, négociant, de Montréal, dans les buts suivants :

Letters Patent

"The Montreal Patents Promoting Company, limited."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth of November, 1916, incorporating Messrs. Jules Lusignan, electrician, Osias Laporte, clerk, Peter Rumbos, wholesale dealer, Charles Landry, accountant, and Harry Pulos, trader, of Montreal, for the following purposes :

Acquérir, développer, perfectionner des brevets, acheter, vendre et faire le commerce des inventions et procédés nouveaux et autres articles brevetables;

Aider aux inventeurs, soit par avances d'argent ou autrement;

Vendre et négocier à commission ou autrement, des brevets d'invention délivrés au Canada, aux Etats-Unis et dans d'autres pays, et acheter à prix fixe ou moyennant un eroyauté les droits des dits inventeurs dans les brevets; prendre les dits brevets en garantie ou les accepter en nantissement; les faire déposer et les faire remettre en nantissement entre les mains de tierces personnes ou tierces compagnies pour la garantie de la présente compagnie ou des tiers;

Manufacturer les machines, faire les procédés ou objets concernés dans les dits brevets, les exploiter, les vendre, louer, échanger ou en disposer; faire des démonstrations pratiques pour établir l'utilité des dites inventions et tenir des salles d'exposition;

Acheter ou autrement acquérir, posséder et vendre les actions, obligations, débetures et autres valeurs dans toute autre compagnie et en disposer;

Acheter ou autrement acquérir, entreprendre et assumer tout l'actif d'autres compagnies similaires avec tous leurs droits, privilèges, contrats et obligations; émettre des débetures en paiement des dits brevets d'invention ou en paiement d'autres dettes qui pourraient être contractées pour les fins de la compagnie;

Entrer en société ou faire tout arrangement quelconque pour l'union des intérêts, le partage des bénéfices, le risque conjoint avec toute autre personne ou toute autre compagnie dans le même genre d'affaires;

Louer, vendre, échanger ou autrement disposer de la propriété, de l'actif de la compagnie ou d'une partie de cet actif pour des considérations que la compagnie jugera acceptable;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature toute propriété appartenant à la compagnie, même les droits de brevets;

Faire tout ce qui est nécessaire pour protéger les inventeurs et leur permettre d'utiliser et de mettre à profit leurs inventions; faire toutes choses et chacune des choses autorisées par les présentes, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, ou en qualité de mandataire ou agent pour d'autres; concourir à la formation d'autres compagnies auxiliaires pour atteindre les mêmes buts avec le consentement des actionnaires, payer des personnes pour services rendus, soit en argent, soit en parts acquittées, sous le nom de "The Montreal Patents Promoting Company, Limited," avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cent (4900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6199—47-2 Sous-secrétaire de la province.

"The Dominion Cement Company, limited."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuf novembre 1916, constituant en corporation MM. Claude Bordier, manufacturier; Joseph Oscar Fournier, avocat; Alice Boire, sténographe; Antoine Binette, journalier; Henri Binette, boucher, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

To acquire, develop, improve patents purchase, buy and deal in inventions, either by advances of money or otherwise;

To sell, and trade in, on commission or otherwise, patents issued in Canada, the United States or in other countries, and to purchase at a fixed price or on royalty the rights of said inventors in patents; to take such patents as security or accept same in pledge; to have the same deposited or placed with third parties, individuals or companies, as pledges to secure the present company or third parties against loss.

To manufacture machinery to carry out the processes or objects, in said patents, to exploit, sell, lease, exchange or dispose of same; to make practical demonstrations to establish the usefulness of such inventions and keep exhibitions rooms;

To buy or otherwise acquire, own and sell shares, bonds, debentures and other securities in any other company and dispose of same;

To buy or otherwise acquire, undertake and take over the assets of other similar companies with all their rights, privileges, contracts and obligations; to issue debentures in payment of said patents or in payment of other debts which may be contracted for the company's purposes;

To enter into partnership or into any arrangement whatsoever for union of interests, sharing of profits, joint adventure, with any other person or any other company engaged in the same kind of business.

To lease, sell, exchange or otherwise dispose of the property and assets of the company, or any part thereof for such considerations as the company may think acceptable.

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property belonging to the company, including patent rights.

To do everything necessary to protect inventors and to enable the company to utilize and turn to account their inventions; to do all and every one of the acts hereby authorized, either alone or jointly with others as mandatories or agents for others.

To cooperate in the formation of other auxiliary companies for the attainment of the same purposes; with the approval of the shareholders to pay parties for services rendered, either in cash or in paid up shares, under the name of "The Montreal Patents Promoting Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00, divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00 each).

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6200—47-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Dominion Cement Company, limited."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth November, 1916, incorporating MM. Claude Bordier, manufacturer; Joseph Oscar Fournier, advocate, Alice Boire, stenographer; Antoine Binette, laborer; Henri Binette, butcher, of the city of Montreal, for the following purposes:

Pour la fabrication et la manufacture du ciment sous toutes ses formes, en faire le commerce en gros et en détail, construire et ériger tous moulins, magasins, entrepôts et autres constructions propres à servir aux fins du dit commerce de la manufacture du ciment; construire et mettre en opération sur les terrains de la compagnie des usines pour le pouvoir électrique, pour l'éclairage, le chauffage et autres utilités; construire des voies ferrées sur les terrains de la dite compagnie et mettre en opération ces dites voies ferrées soit par l'électricité, vapeur ou par traction mécanique pour les raccorder à des tronçons principaux; procéder par voie d'expropriation à l'achat de terrains convenables pour l'usage et le commerce de la dite compagnie;

Aquérir, par achat, location ou autrement, et détenir, employer, jouir, en octroyer des permis ou les louer, vendre, louer, exploiter ou autrement faire valoir tous ou aucun brevet ou autres droits dans aucunes inventions ou procédés actuellement employés ou inventés ou qui pourront être créés plus tard en rapport avec telle invention, ces procédés et améliorations, les payer totalement ou partiellement en espèces ou totalement ou partiellement en obligations, débetures, stock débetures, actions libérées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, manufacturer, réparer, acheter, vendre, louer, échanger, disposer ou autrement trafiquer de toutes espèces de machineries, fournitures, appareils et instruments mécaniques en rapport avec la fabrication du ciment, agir comme agent pour d'autres compagnies, fabricant, opérant, vendant, louant, échangeant et disposant de toutes espèces de marchandises, fournitures, appareils et instruments mécaniques en rapport avec la fabrication du ciment;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercée en rapport avec ses affaires ou de nature directement ou indirectement, à augmenter la valeur ou rendre profitable aucun droits ou biens de la compagnie;

Acquérir par achat, concession, échange et autre titre légal, construire, ériger, exploiter, maintenir, gérer tous biens-fonds, fabriques, ateliers de machines en rapport avec la fabrication du ciment et autres bâtiments et édifices nécessaires pour ses affaires et toute autre propriété mobilière ou immobilière nécessaire ou utile pour l'exécution d'aucune fin de la compagnie, les louer, vendre ou en disposer;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou permettre pour une royauté ou autrement, acquérir, détenir, employer, posséder, exploiter, présenter, vendre, céder ou autrement disposer d'aucune marque de fabrique, nom de commerce, brevet d'invention, améliorations et procédés enregistrés ou autrement, utiles aux affaires de la compagnie, les employer, exercer, développer, en octroyer des licences ou autrement faire valoir aucune telles marques de fabrique, noms de commerce ou aucune telles propriétés ou droits en rapport avec la fabrication du ciment;

Développer et exploiter tout pouvoir ou pouvoirs hydrauliques, produire et accumuler de l'électricité et de la force motrice électrique ou autre agent producteur, de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice pour les fins de la compagnie, avec pouvoir de vendre ou autrement disposer tout excédant non requis et de la fournir pour des fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice à toute personne ou corporation à tels termes qui seront convenus; pourvu que les pouvoirs ci-dessus, quand ils seront exercés en dehors de la propriété de la compagnie

To fabricate and manufacture cement under all forms and deal thereon wholesale and retail, to construct and erect all mills, stores, warehouses and other constructions capable of being used for the purposes of said business of cement manufacturing; to construct and operate on the lands of the company electric power plants for light, heat, and other utilities; to construct railways on the lands of the company and operate same either by electricity, steam or mechanical traction and to connect same with trunk lines; to proceed by way of expropriation to the purchase of land suitable for the use and business of said company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to hold, use, enjoy, grant licenses in respect of or lease, sell, rent, operate or otherwise turn to account all or any patents or other rights in any inventions or processes presently used or invented or which may be created in future, as to any invention, processes and improvements and to pay for same, wholly or partly in cash, or wholly or partly in bonds, debentures, debenture-stock, paid up shares or other securities of the company or otherwise, and to manufacture, repair, buy, sell, lease, exchange, dispose of or otherwise deal in all kinds of machinery, supplies, accessories and mechanical appliances, in connection with cement manufacturing, to act as agents for other companies manufacturing, operating, selling, leasing exchanging and dealing in all kinds of machinery, supplies, accessories and mechanical appliances, in connection with cement manufacturing;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, concession, exchange and other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage any real-estate, factories, machine shops in connection with cement manufacturing and other buildings and edifices necessary for its business and any other moveable or immoveable property necessary or expedient for the carrying out of any of the company's purposes; to lease, sell or dispose of same;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise and to acquire and hold, use, own, operate, introduce, and to sell, assign or otherwise dispose of, any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes, under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any such trade marks, trade names or any such other property or rights relating to cement manufacturing;

To develop and operate any water power or water powers and to generate, produce and accumulate electric and electro-motive force or other similar agency for the production of light, heat or power, for the purpose of the company, with power to sell or otherwise dispose of any excess not required, and to supply the same for light, heat or power purposes to any person or corporation on such terms as may be agreed upon, provided that the powers mentioned in this paragraph, when exercised outside the property of the company, shall be subject to all provincial

soient soumis à toutes les lois et règlements provinciaux et municipaux les concernant, ce dans le district de Montréal;

Conclure des arrangements avec aucunes autorités municipales, locales ou autres qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie, ou aucun d'eux, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges, concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir, et exécuter ou exercer et se conformer à tous les arrangements, droits, privilèges et concessions;

Emettre et répartir des actions acquittées du capital-stock de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété mobilière, immobilière, personnelle ou mixte ou pour droits, concessions, achetés ou acquis par la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires pour services à rendre ou rendus à la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, vendre, ré-émettre des actions, débetures, obligations et autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation exerçant en tout ou en partie une industrie semblable à celle de la compagnie et les payer totalement ou partiellement en espèces, en actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie; garantir le paiement du principal ou des dividendes et intérêts de telles actions obligations, débetures ou autres valeurs; exploiter, conduire, gérer les propriétés, franchises, entreprises et affaires d'aucune corporation dont les actions obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie pour telle rémunération qu'il pourra sembler raisonnable et convenable;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets similaires à ceux de la compagnie; acquérir par achat, locations ou autrement les biens, franchises, entreprises et affaires d'aucune telle corporation, en assumer le passif et les payer totalement ou partiellement en espèces, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir ou aider à promouvoir aucune compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucuns des biens et engagements de la compagnie, ou pour aucun autre but qui semblera directement ou indirectement d'une nature avantageuse pour la compagnie et devenir actionnaire d'aucune compagnie subsidiaire alliée ou autre exerçant ou ayant pour objet l'exercice d'aucune industrie en tout ou en partie similaire à celle de cette compagnie; conclure les arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec aucune telle personne ou compagnie; prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de telle partiellement en espèces, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les détenir, vendre, ré-émettre, avec ou sans garantie du principal, des intérêts ou des dividendes ou autrement en disposer;

Acquérir l'achalandage, biens, droits, actif et assumer tous les engagements de toute personne, maison ou compagnie endettée envers la compagnie ou exerçant une industrie semblable à celle que la compagnie exerce, et les payer en espèces ou en valeurs de la compagnie ou autrement;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en partie des biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie pour telle compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets similaires à ceux de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, exercer, jouir de tous ou aucun des biens, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges

and municipal laws and regulations in that behalf and that in the district of Montreal;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges, concessions, which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To issue and allot, as fully paid up shares of the capital stock of the company in full payment or part payment of any property, real, personal, movable, immovable or mixed, and of any rights, concessions, purchased or acquired by the company or with the approval of shareholders for services rendered or to be rendered to the company;

To purchase and acquire and to own, hold, sell and re-issue the shares, debentures, bonds and other securities of any company or corporation carrying on a business wholly or partly similar to that of the company, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to guarantee payment of the principal of or dividend and interest on such shares, bonds, debentures or other securities and to manage and to operate and carry on as manager the property, franchises, undertaking and business of any corporation any of those shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed proper and convenient;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, rights undertaking and business of any such corporation, and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To promote or assist in promoting any company or companies for the purpose of acquiring the whole or any part of the assets and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem, directly or indirectly, advantageous for the company, and to become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying or having for its objects the operation of any business altogether or in part similar to that of this company; to enter into arrangements for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with such person or company, and, to take or otherwise acquire shares and securities of such company and to pay for the same wholly or partly in cash or wholly or partly in shares, bonds or other securities of the company and to hold, sell, re-issue, with or without guarantee of principal, interest and dividends, or otherwise to deal with the same;

To acquire the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay for the same in cash or in securities of the company or otherwise;

To sell or otherwise dispose of the property, rights, contracts, franchises and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the directors may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy, all or any of the property franchises, good-will, rights, powers and privileges

détenus ou en jouissance d'aucune compagnie ou compagnies exerçant ou formées pour exercer en tout ou en partie une industrie semblable à celle que cette compagnie est autorisée d'exercer, soit en son nom ou au nom d'aucune telle personne, maison ou compagnie et payer totalement ou partiellement pour tels biens, franchises, achalandages, droits, pouvoirs et privilèges en espèces ou, en tout ou en partie, en actions libérées de la compagnie ou autrement, et assumer les engagements d'aucune telle personne, maison ou compagnie;

Distribuer parmi ses membres, en espèces ou autrement, comme il pourra en être résolu aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie qui pourrait prendre tout ou partie des biens et des engagements de la compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer par paiement en espèces, stock, obligations, parts ou actions acquittées et réglées de la compagnie, ou de toute autre manière en faveur de toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou à propos de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

Faire toutes choses nécessaires, utiles, convenant et convenables à l'accomplissement d'aucune des fins ou pour atteindre un ou plusieurs des objets ci-dessus énumérés, ou qui pourront en aucun temps paraître nécessaires à la protection ou aux intérêts de la compagnie;

Les pouvoirs conférés dans aucun des paragraphes précédents ne seront limités ou restreints par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "The Dominion Cement Company, limited", avec un fonds social de un million cinq cents mille dollars (\$1,500,000.00), divisé en quinze mille (15,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6201-47-2

Sous-sec. de la province.

"Leannpark Realty, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1916, constituant en corporation MM. Peter Bereovitch, de Westmount, avocat et Conseil du Roi; Ernest Lafontaine et Nathan Gordon, avocats; Georges Monarque et Moses Myerson, étudiants, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter vendre, échanger, posséder, louer des bâtiments, héritages et biens-fonds d'aucune nature et description;

Acquérir aucun commerce semblable, ou aucuns édifices, terrains ou immeubles, et les payer en actions du capital de la compagnie;

Se faire autoriser à émettre des obligations et des débiteures et acquérir aucune propriété qu'ils auront le pouvoir de posséder, en la payant avec les obligations, les débiteures ou les parts du fond social de ladite corporation;

Etre agents d'immeubles;

Donner et accorder des mortgages ou hypothèques sur aucun bien-fond, terrains, édifice ou

held or enjoyed by any company or companies carrying on or formed for the carrying on of any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, either in its own name or in the name of any such person, firm, or company, and to pay for such property, franchise, good-will, rights, powers and privileges, either wholly or partly in cash or wholly or partly in fully paid-up and non-assessable shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

To distribute in specie or kind or otherwise as may be resolved by the directors of the company any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

With the approval of the shareholders, to remunerate by payment in cash, stock, bonds, paid up and non-assessable shares of the company, or any other manner, any person or persons, or corporation or corporations, for services rendered or to be rendered, in placing or in assisting to place, or in guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the company, or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of any business which the company is authorized to carry on.

To do all such other things as may seem to the company directly or indirectly to be incidental or conducive to or convenient or proper for the accomplishment of the purposes or the attainment of the objects of the company, or any of them, or expedient for the protection or benefit of the company;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph hereof, under the name of "The Dominion Cement Products Company, limited", with a capital stock of one million, five hundred thousand dollars, (\$1,500,000.00), divided into fifteen thousand (15,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6202-47-2

Assistant Provincial Secretary.

"Leannpark Realty, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1916, incorporating MM. Peter Bereovitch, of Westmount, advocate and King's Counsel; Ernest Lafontaine, and Nathan Gordon, advocates; Georges Monarque and Moses Myerson, students, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, hold, lease buildings, tenements and real estate of every kind and nature;

To acquire any similar business or any buildings land or real estate, and to pay for same in shares of stock of the company;

To be allowed to issue bonds and debentures and to acquire any property which they will have the right to hold by paying therefor with bonds, debentures or shares of stock of the said company;

To act as real estate agents;

To give and grant on any real estate, lands, buildings or tenements of the company, mortga-

tènement de la compagnie, et payer aucune hypothèque consentie sur immeuble possédé par la corporation;

Avoir le droit d'acheter des hypothèques et mortgages d'aucune catégorie et nature;

Avancer et prêter de l'argent aux constructeurs, locataires et autres qui voudront bâtir sur aucun terrain ou édifice dans lequel la corporation est intéressée, ou l'améliorer, aux conditions qui seront déterminées, sous le nom de "Leannpark Realty, limited," avec un fond social de dix-neuf mille neuf cent piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6233—47-2 Sous-secrétaire de la province.

"Bank Hotel, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du 18 novembre 1916, constituant en corporation MM. John Patrick Coulson, hôtelier, de la ville de Sudbury, P. O., Joseph Napoléon Fortin et Joseph Ephrem Gravel, marchands, de la cité de Hull, P. Q., John James Doran, de la ville de Sudbury, P. O., et John Joseph Mackie, brasseur, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer généralement le commerce d'aubergistes et restaurateurs, conformément à la loi des licences, de confiseurs et pourvoyeurs, exercer le négoce en gros et au détail de marchands de vins, de la bière, des spiritueux et boissons de toutes espèces, marchands de tabacs, cigares, cigarettes, et aucun autre commerce de même nature;

Acquérir, détenir, louer, garantir, grever, vendre ou échanger les parts, actions, débetures ou valeurs d'aucune corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner ou d'aucune manière disposer de toute la propriété immobilière nécessaire aux fins de la corporation; hypothéquer, grever de toute façon quelconque les immeubles de la compagnie;

Tirer, accepter, endosser des lettres de change, des billets promissaires, des chèques négociables et autres effets de commerce transférables;

Acquérir par achat, échange, bail, ou autrement aucune auberge ou restaurant déjà exploité et spécialement l'hôtel connu sous le nom de "Bank Hotel" sur la rue du Pont, à Hull, y compris le fond de commerce, l'achalandage, l'ameublement et les autres accessoires faisant partie du commerce d'aubergiste actuellement exercé comme commerce en opération par J. N. Fortin, et le payer en numéraire, ou en parts acquittées de la compagnie, d'après le prix déterminé par la corporation;

Acquérir, détenir, louer, garantir et grever, vendre ou échanger les parts, actions ou débetures d'aucune corporation exerçant un commerce semblable à celui qu'exerce la présente compagnie;

Faire des emprunts et en garantir le remboursement de la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et particulièrement, par émission de débetures, d'obligations constitutives d'hypothèque sur la totalité ou aucune partie de la propriété immobilière de la corporation;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à l'accomplissement des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Bank Hotel, Limited", avec un fond social

ges or hypothecs, and to pay off any mortgages due on real estate held by the company;

To have the right to purchase hypothecs and mortgages of every kind and nature;

To advance and lend money to builders, tenants and others who may be willing to build on or improve any land or building in which the company is interested, on such terms as may be arranged, under the name of "Leannpark Realty, limited" with a capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6234—47-2 Assistant Provincial Secretary.

"Bank Hotel, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th of November, 1916, incorporating Messrs. John Patrick Coulson, hotel-keeper, of the town of Sudbury, P. O., Joseph Napoléon Fortin and Joseph Ephrem Gravel, merchants, of the city of Hull, P. Q., John James Doran, of the town of Sudbury, P. O., and John Joseph Mackie, brewer, of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the license Act, confectioners and victuallers, to carry on the business of wholesale and retail dealers in wines, beer, spirits and liquors of all kinds, dealers in tobacco, cigars, cigarettes and any other business of a like nature;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stocks or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or in any way dispose of all immoveable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable of the company;

To draw, accept, endorse negotiable bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments.

To acquire, by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any hotel or restaurant already on operation and specially the hotel known as "Bank Hotel" on Bridge street, Hull, including stock in trade, goodwill, furnishings and other accessories, constituting the hotel business now being carried on as a "going concern" by J. N. Fortin, and to pay for same in cash, or paid-up shares of the company for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee and hypothecate, sell or exchange shares, stocks or debentures of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company and in particular by the issue of debentures, bonds bearing a hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Bank Hotel, Limited" with a capital stock of forty nine thousand dol-

de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6239—47-2 Sous-secrétaire de la province.

lars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6240—47-2 Assistant Provincial Secretary.

"Wah On Club, incorporated".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1916, constituant en corporation MM. Same Hing Thick, Chin Gah Thick, marchands, Hum Mon Jac, secrétaire, John Willie Lee et Woo Yuen Kew, marchands, de Montréal, pour les fins suivantes:

Etablir, entretenir et conduire un club pour la commodité des membres de la compagnie, et chercher et procurer des moyens de relations sociales entre les membres et leurs amis, fournir une maison de réunion et d'autres commodités à l'usage des membres du club, et généralement accorder aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages et commodités d'usage et aménagements d'un club, le meubler et l'entretenir, permettre aux membres du dit club et à leurs amis de s'en servir, soit gratuitement, soit aux conditions dont on conviendra et si cela est jugé à propos, administrer les affaires du club ou aucune d'elles, et généralement faire tout ce qui semblera le plus propre à promouvoir les intérêts du club;

Acheter, louer ou autrement acquérir pour les fins du club aucune propriété mobilière ou immobilière et particulièrement des terrains, bâtiments, meubles, outils domestiques, livres, instruments de musique, jeux, accessoires, appareils, l'attirail, les commodités et accomodements;

Emprunter ou prélever de l'argent par ou sur bons, débetures, lettres de change, billets promissaires ou autres valeurs du club, ou par hypothèque ou charge sur la totalité ou aucune partie de la propriété du club.

Acheter, acquérir, détenir et vendre, avec ou sans garantie, les parts, les débetures et les obligations d'aucune autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, et se fusionner avec aucune autre corporation aux fins similaires, et acquérir par achat, louage, ou autrement, et administrer, exploiter ou gérer les biens, entreprises et affaires d'aucune telle corporation;

Emettre, répartir et distribuer, comme entièrement libérées et non-sujettes à appel, aucunes actions, débetures ou valeurs de la présente compagnie, en paiement total ou partiel des biens, droits, actions, débetures ou valeurs d'aucune autre corporation que la présente compagnie acquerra pour les fins de son entreprise;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, de la manière et pour la considération que la corporation jugera avantageuses, et spécialement pour des actions (entièrement ou partiellement acquittées), des débetures, des actions-obligations, ou des valeurs d'aucune autre compagnie;

Bâtir sur, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des privilèges de la corporation, et distribuer à ses membres, en espèces, aucun de ses biens;

Placer et employer les deniers disponibles de la

"Wah On Club, incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the 18th of November, 1916, incorporating Messrs. Same Hing Thick, Chin Gah Thick, merchants, Hum Mon Jac, secretary, John Willie Lee and Woo Yuen Kew, merchants, of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accomodation of members of the company, and promote and provide means of social intercourse for its members and their friends, and to provide a club house and other conveniences for the use of the members of the club, and generally to afford the members and their friends all the usual privileges, advantages and conveniences and accomodation of a club, and to furnish and maintain the same, and permit same to be used by the members of the said club and their friends, either gratuitously or upon such terms as shall be agreed on, and if thought fit, to manage the affairs of the club or any of them and generally to do whatever may seem best calculated to promote the interest of the club;

To purchase, hire or otherwise acquire for the purposes of the club any moveable or immoveable property, and in particular any lands, buildings, furniture and household utensils, books, musical instruments, games, fittings, apparatus, appliances, conveniences and accomodations;

To borrow or raise money by the issue of or upon bonds, debentures, bills of exchange, promissory notes or other securities of the club, or by mortgage or charge on all or any part of the property of the club;

To purchase and acquire and hold and sell with or without guarantee the shares, debentures and bonds of any other company having objects similar to that of this company, and to amalgamate with any company having similar objects, and to acquire by purchase, lease or otherwise and to manage, operate or carry on the property, undertaking and business of any corporation;

To issue, allot and deliver as fully paid up and non-assessable any shares, debentures or securities of this company in payment or part payment of any property, rights, shares, debentures or securities of any other company which this company may acquire for the purpose of its business;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, in such manner and for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares (fully or partly paid up) debentures, debenture stock or securities of any other company;

To build upon, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company's and to distribute any of the company's property among the members in specie;

To invest and deal with the moneys of the com-

compagnie sur valeurs qui seront de temps à autre déterminées;

Conclure aucun arrangement avec aucun pouvoir fédéral, provincial, municipal ou autre, et obtenir de ce pouvoir des droits, permis, privilèges et concessions que la corporation jugera bon d'obtenir, et remplir, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, négocier et émettre des billets promissaires, des lettres de change, connaissements, débiteurs et autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes autres choses se rapportant ou tendant, dans l'opinion de la compagnie, à la réalisation de la totalité ou d'une partie des objets précités;

Les objets mentionnés dans chacune des clauses susdites ne seront, en aucune manière, limités ou restreints par référence à, ou déduction des termes d'aucune autre clause ou par le nom de la compagnie, sous le nom de "Wah On Club, incorporated", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18 novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6235—47-2 Sous-secrétaire de la province.

"The Page Farms Company, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuf novembre 1916, constituant en corporation MM. Louis Philippe Leblanc, cultivateur, de Saskatoon, Saskatchewan, Oscar Boyer, comptable, Eugène Holland, commis, Joseph Pettit, machiniste, Jules Mathieu, avocat et conseil en loi du Roi, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire la culture générale sous toutes ses formes, semer, faucher, moissonner, battre, vanner le blé, l'avoine, l'orge, les pois ou tout autre grain et cultiver tout ce qui peut être cultivé sur une ferme;

Acheter, louer, garder ou autrement acquérir et posséder et développer tous terrains, où qu'ils se trouvent, propres à la culture ou susceptibles d'y être rendus propres;

D'exercer dans toutes ses spécialités le commerce de grains, légumes, foin, et de tous autres produits de la ferme; d'acheter, vendre et trafiquer des grains ou grains de semence, les légumes ou légumes de semence, et les produits de toutes sortes provenant de la culture de la terre ou de la ferme;

Acheter, louer, garder, construire ou autrement acquérir des granges, remises, hangars, élévateurs à grain ou autres bâtisses pour remiser, garder, conserver et emmagasiner les grains, foin, légumes et tous autres produits de la ferme;

Acheter, louer, garder ou autrement acquérir et posséder des moulins à farine mûs par l'eau, la vapeur ou l'électricité;

Construire, louer, ou autrement posséder des remorqueurs, bateaux, barges ou autres embarcations, et faire la navigation dans le but de déplacer ou de transporter les produits de la ou des fermes de la compagnie, chemins de fer fermiers sur les terres ou fermes possédées ou contrôlées par la compagnie;

Vendre, affermer, céder, échanger, aliéner ou autrement commercer telles terres ou fermes

pany not immediately required in such securities as may from time to time be determined upon;

To enter into any arrangements with any authorities federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, licenses, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, accept, endorse, discount, exchange and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To do all such other things as are incidental or which the company may think conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The objects specified in each of the clauses shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or the name of the company, under the name of "Wah On Club, incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 18th day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6236—47-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Page Farms Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth of November, 1916, incorporating MM. Louis Philippe Leblanc, farmer, of Saskatoon, Saskatchewan, Oscar Boyer, accountant, Eugène Holland, clerk, Joseph Pettit, machinist, Jules Mathieu, advocate and King's Counsel, of Montreal, for the following purposes:

To engage in general farming in all branches thereof, to sow, cut, harvest, thresh, clean wheat, oats, barley, peas or any other grain and to cultivate all things capable of being cultivated on the farm;

To buy, lease, keep or otherwise acquire and own and develop all lands, wheresoever situate, fit for cultivation or calculated to be rendered fit therefor;

To generally deal in and with grain, vegetables, hay and all other farm produce; to buy, sell and trade in grain or seed grain, vegetables or vegetable seeds, and products of all kinds obtained from the cultivation of the soil or from the farm;

To buy, lease, keep, construct or otherwise acquire barns, stores, sheds, grain elevators and other buildings for the storing, keeping, preserving and warehousing grain, hay, vegetables and other farm produce;

To buy, lease, keep or otherwise acquire and own flour mills operated by water, steam or electricity;

To construct, lease or otherwise own and navigate tugs, boats, barges or other crafts for the moving and transportation of the products from the farm or farms of the company, farm railways on the lands or farms owned or controlled by the company;

To sell, lease, convey, exchange, alienate or otherwise trade in such lands or farms, or any

ou aucune partie d'icelles possédées par la compagnie, et développer, améliorer toutes les fermes ou terres possédées par la compagnie, par tous moyens capables ou susceptibles de pouvoir rendre les dites terres ou fermes plus propres à la culture et plus productives;

Acheter, vendre des animaux fermiers, tels que chevaux, bêtes à cornes, moutons, cochons, et dans le but d'aider à la culture des fermes de la compagnie et faciliter l'utilisation des produits fermiers de qualité inférieure et aussi pour utiliser les fumiers comme engrais des fermes de la compagnie; et dans le même but exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'animaux, sous le nom de "The Page Farms Company, limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cent (4900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6063-46-2

Sous-secrétaire de la province.

"Quebec Concrete and Contracting Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre, 1916, constituant en corporation MM. Jack Fitch, David Fitch et Frédérick William Phillips, senior, commerçants, Olivier Calixte Falardeau, teneur de livres, et Chaussegros de Léry, notaire, de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer généralement sous toutes ses formes le commerce de manufacturiers et négociants en gros et au détail du ciment et de ses produits, et le fabriquer, l'acheter, le vendre et en faire le négoce, construire des trottoirs en ciment, des planchers, des jetées, barrages, fondations, bâtisses ainsi que toutes et chacune des autres structures dans lesquelles entrent le ciment ou ses produits, ou d'autres ingrédients, et spécialement la pierre à bâtir, artificielle et décorative, les monuments, blocs de ciment, les tuiles, les tuyaux de drainage, les briques de ciment, les fours, les tablettes de châssis, les auges;

Agir comme agents à commission et facteurs;

Acheter, louer, détenir, acquérir de la propriété mobilière et immobilière, et aucun commerce de même nature que celui exercé par la compagnie, soit en tout soit en partie, aussi les inventions et brevets, et les payer soit en numéraire, soit en actions, en débetures ou avec d'autres valeurs de la corporation ou autrement, et assumer les obligations des vendeurs ou cédants, ou s'en charger;

Emettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel d'aucune propriété que la corporation acquerra en vertu d'aucun titre;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera avantageux, ou s'unir à aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, pour les conditions, stipulations et prix estimés convenables; et en paiement d'icelle, accepter du numéraire, ou au lieu de numéraire, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des bons, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune corporation; et,

part thereof, owned by the company and to develop and improve all the farms or lands owned by the company, by all means adapted or calculated to render said lands or farms more suitable for cultivation and more productive;

To buy, sell farm stock including horses, cattle, sheep, pigs with a view to aid to the cultivation of the company's farms and to facilitate the utilization of farm products of inferior quality and also utilize the manure as fertilizer for the company's farms; and to that end to carry on in all its branches, the business of live stock dealers, under the name of "The Page Farms, limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four thousand nine hundred (4900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6064-46-2

Assistant Provincial Secretary,

"Quebec Concrete and Contracting Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of November, 1916, incorporating MM. Jack Fitch, David Fitch and Frederick William Phillips, senior, traders, Olivier Calixte Falardeau, book-keeper and Chaussegros DeLery, notary, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally in all its branches the business of manufacturers and wholesale and retail dealers of and to manufacture, purchase and sell cement and deal in the products thereof, and construct cement sidewalks, cellar floors, piers, dams, foundations, buildings and any and all other constructions in which cement or products thereof or other ingredients enter into and especially artificial and ornamental building stone, monuments, cement blocks, tiles, drain pipes, cement bricks, kilns, window sills, water troughs;

To act as commission and commercial agents;

To purchase, lease, hold, acquire moveable and immoveable property and any business of a similar nature as that carried on by the company, either in whole or in part, also inventions and patents, and to pay thereof either in cash or in shares, debentures or other securities of the company or otherwise, and to assume or take over the liabilities of the vendors or granters;

To issue fully paid-up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment of any property acquired by the company under any title;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think expedient, or to amalgamate with any individual firm or corporation carrying on a business with objects altogether or partly similar to those of this company, upon such terms, conditions and prices as may be deemed suitable, and in payment thereof to accept cash, or instead of cash fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation and from time to time, to distribute in kind

de temps à autre, distribuer aux actionnaires, en nature, les obligations, les valeurs ou les autres biens appartenant à la compagnie;

Acquérir des forces hydrauliques, électriques ou autres, d'aucune espèce;

Acheter des terrains ou d'autres propriétés foncières, y construire des résidences et aucunes autres bâtisses;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, sous le nom de "Quebec Concrete & Contracting Company, limited", avec un fond social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en neuf cent quatre-vingt (980) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6065-46-2 Sous-secrétaire de la province.

amongst the shareholders, bonds, securities or other properties belonging to the company;

To acquire water power, electric power or any other power of any description;

To buy lands or other immoveable properties, to build mansion houses and any other buildings;

To borrow money upon the credit of the company, under the name of "Quebec Concrete & Contracting Company, limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6066-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Berlind Phonograph Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf novembre 1916, constituant en corporation MM. Lazarus Millman, avocat, Jack Kibrick, étudiant, Aaron Millman, agent d'immeuble, Max Getz, pharmacien, et Isidore Getz, apothicaire, de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, réparer, échanger et faire commerce des gramophones "art-o-phone", et manufacturer et généralement faire le négoce de toutes sortes d'instruments de musique, de pianos, de gramophones, de phonographes, ainsi que de leurs accessoires, des feuillets et livres de musique; établir et exploiter, des succursales en rapport avec l'objet de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie semblable, de fabrication ou autre, relative aux susdits pouvoirs, que la corporation estimera susceptible d'être avantageusement exercé conjointement avec les industries présitées;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de la propriété et des obligations d'aucunes personnes ou compagnies exerçant aucune industrie que la présente corporation est autorisée à entreprendre, ou en possession de biens pouvant procurer l'avantage de la présente compagnie;

Acheter généralement, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsi que tous les droits et privilèges que la corporation jugera nécessaire à son industrie, et particulièrement les terres, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou futurs en plaçant, en aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucun nombre de parts du capital de la corporation, ou ses obligations, ou ses autres valeurs, ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débiteures et d'autres instruments négociables et transportables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucune industrie se rattachant à la réalisation

"Berlind Phonograph Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth of November, 1916, incorporating Messrs. Lazarus Millman, advocate, Jack Kibrick, student, Aaron Millman, real estate agent, Max Getz, pharmacist, and Isidore Getz, druggist, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, repair, deal and trade in the "art-o-phone" gramophones and to manufacture and deal generally in all sorts of musical instruments, pianos, gramophones, phonographs and their accessories, music sheets and music books; maintain and operate branch stores in connection with and for the purpose of the company;

To exercise any other similar industry, manufacturing or otherwise, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stocks in trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of shareholders any person or company for services rendered, or to be rendered in disposing of, or helping to dispose, or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company, or the obligations, or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, check, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying

25 NOV 1916

des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Berlind Phonograph, limited", avec une fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6069-46-2 Sous-secrétaire de la province.

on the objects wherefor the company is incorporated, under the name of "Berlind Phonograph Company, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6070-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"R.-H. Howard & Co., limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf novembre 1916, constituant en corporation MM. Richard Herbert Howard et William John Equi, négociants en gros, de la cité de Toronto, Ont., Léon Garneau, conseil du Roi, Jean Désy, avocat et Calixte Cormier, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer et produire par distillation, fermentation, brassage, extraction, mélange ou par aucun autre procédé, toutes les sortes de boissons et liqueurs;

Acheter, vendre, importer, exporter, trafiquer et faire commerce de toutes espèces de boissons et liqueurs et exercer un négoce de marchands en gros, conformément à la Loi des licences de Québec;

Etre agents à commission, consignataires, embouteilleurs et entrepositaires;

Par les dites fins, acquérir par achat, bail, transport, échange ou autrement et posséder, détenir, utiliser, bâtir, échanger, améliorer, administrer, grever, louer, vendre, aliéner et négocier toutes choses et tous droits, de nature mobilière ou immobilière, réelle ou personnelle; construire et ériger des bâtisses d'aucune description sur aucun terrain de la corporation ou sur tous autres biens-fonds;

Prendre, acquérir, détenir, utiliser, vendre, louer, échanger, transporter les marques de commerce, brevets, licences, franchises ou droits y relatifs, tel que jugé nécessaire ou avantageux aux fins pour lesquelles la présente compagnie est constituée en corporation;

Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, de commerce de la propriété, des privilèges, des contrats, droits, obligations et passif d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable, ou qui se trouve en possession de biens convenant à ses fins, ou que la présente compagnie est, sous l'autorité des présentes, autorisée à acheter, louer ou autrement acquérir;

Promouvoir, organiser, ou s'unir à aucune autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, ou s'y rattachent.

Prendre, souscrire ou autrement acquérir et détenir, des parts dans aucune autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie ou qui exerce aucun commerce se rapportant aux fins pour lesquelles la présente est constituée en corporation;

Tirer et émettre, recevoir et accepter des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements et d'autres instruments négociables et transportables;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs tendant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "R.-H. Howard & Co., limited",

"R.-H. Howard & Co., limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth of November, 1916, incorporating Messrs. Richard Herbert Howard and William John Equi, wholesale merchants, of the city of Toronto, Ont., Léon Garneau, King's Counsel, Jean Désy, advocate and Calixte Cormier, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and produce by distilling, fermenting, brewing, extracting, mixing, or by any other process, all sorts of beverages and liquids;

To buy, sell, import, export, deal and trade in all sorts of beverages and liquids and to carry on the business of general merchants according to the Quebec license act;

To act as commission agents, consignees, bottlers and warehousekeepers;

For the said purposes to acquire by purchase, lease, transfer, exchange or otherwise and to own, hold, use, build, exchange, improve, manage, charge, lease, sell, dispose of and deal in all things and rights, moveable or immoveable, real or personal; and to erect and construct buildings of every description on any land of the company or upon any other lands;

To take over, acquire, hold, use, sell, lease, exchange, convey, such trade marks, patents, licenses, franchises or right thereunder as may be deemed necessary or expedient for the purposes for which the company is incorporated;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes thereof or which this company may be hereby empowered to purchase, lease or otherwise acquire;

To promote, form or amalgamate with any other company having objects similar to those of the company or incidental thereto;

To take, subscribe, or otherwise acquire and hold shares in any other company having similar objects to those of the company or carrying on any business which is germane to the objects for which this company is incorporated;

To make and issue, receive and accept promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

To do all acts and exercise all powers incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "R.-H. Howard & Co., limited", with a capital

25 NOV 1916

avec un fond social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6071-46-2

Sous-secrétaire de la province.

**"The Montreal Live Stock Exchange,
incorporated".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuf novembre 1916, constituant en corporation MM. Charles George Derome et Rosaire Dorval, comptables, Jules Bruneau, Jean Ducharme et Edouard Masson, étudiants en droits, de Montréal, pour les fins suivantes:

Etablir une association pour promouvoir tous les intérêts qui se rattachent directement à l'achat et à la vente du bétail sur les marchés de la dite cité de Montréal;

Promouvoir et établir, parmi les membres, l'uniformité des usages et des coutumes du commerce de bétail;

Procurer le règlement expéditif des litiges commerciaux des membres;

Assurer à ses membres les avantages de la coopération dans la poursuite de leurs occupations légitimes;

Promouvoir le commerce du bétail, de toutes manières, dans la cité de Montréal et les comtés qui en dépendent;

Edicter des règlements pour la régie et la gouverne de l'association et de ses membres, avec pouvoir de limiter et contracter le transfert de toutes les actions du capital émises en faveur de ses membres;

Faire des ordonnances, règlements et statuts aux fins de réaliser ces objets, imposer des amendes pour contravention à ceux qui sont susceptibles de réglementation par règlement; et, imposer des taxes et contributions à ses membres, tel que jugé nécessaire par le conseil de direction;

Conclure aucun arrangement pour l'union des intérêts, la coopération, le risque conjoint, la concession réciproque, ou autrement, avec aucune autre personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente association est autorisée à exercer ou auquel elle se livre, et prendre ou autrement acquérir des parts et valeurs dans aucune telle corporation ou compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente association, et les vendre, les détenir, ou autrement les négocier;

Généralement acheter, ou autrement acquérir aucune propriété réelle ou personnelle, aucun droits ou privilèges, que la présente association croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce, et vendre, échanger, louer ou autrement aliéner telle propriété réelle ou personnelles, tels droits ou privilèges en considération de ce que les directeurs de la présente compagnie estimeront juste et équitable;

Construire, entretenir, modifier, améliorer aucunes bâtisses ou structures nécessaires ou avantageuses aux objets de l'association;

Vendre, hypothéquer, échanger, louer ou autrement disposer d'aucun de ses immeubles de son actif ou de sa propriété, grever ses biens mobiliers et en disposer en considération de ce que les directeurs de la présente association croiront juste et équitable;

stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6072-46-2

Assistant Provincial Secretary.

**"The Montreal Live Stock Exchange,
incorporated".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth of November, 1916, incorporating MM. Chs. Georges Derome and Rosaire Dorval, accountants, Jules Bruneau, Jean Ducharme and Edouard Masson, students at law, of Montreal, for the following purposes:

To maintain an association for the benefit and furtherance of all interests directly connected with the buying and selling of live stock on the markets of the said city of Montreal;

To promote and establish uniformity in the custom and usages of the live stock trade, between the members;

To provide for a speedy adjustment of business disputes between its members;

To secure to its members the benefit of co-operation for the furtherance of their legitimate pursuits;

To promote in all respects the live stock trade in the city of Montreal and country tributary thereto;

To promote and provide for social intercourse amongst the members of the association;

To pass by-laws for the regulation and government of the association and its members, with authority to restrict and control the transfer of all shares of stock issued to the members thereof;

To pass rules, by-laws and regulations for the purposes of carrying out these objects, and to impose penalties for the infraction of same which admit of regulation by by-law; and, to impose contributions and assessments unto its members as might be deemed necessary by the board of directors;

To enter into any arrangement for union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concession, or otherwise with any other person or company carrying on any business which this association is authorized to carry on or engage in and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or in any company having objects altogether or in part similar to those of the association, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

Generally to purchase, or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the association may think necessary convenient for the purpose of its business and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of any such real or personal property, rights or privileges for such consideration as to the directors of this company may seem equitable and just;

To construct, maintain alter, improve, any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the association;

To sell, hypothecate, exchange, lease or otherwise dispose of any of its immovable, assets or property, to pledge its moveable assets and property and to otherwise dispose of the same for such consideration as the directors of this association may deem equitable and just;

Faire toutes choses nécessaires pour promouvoir et avancer l'entreprise, sous le nom de "The Montreal Live Stock Exchange, incorporated", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) parts de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6067—46-2 Sous-secrétaire de la province.

"Généreux Motor Company, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1916, constituant en corporation MM. Joseph Alphonse Trempe, médecin, Rosario Généreux, gérant, Edouard Droay, secrétaire, Armand Dumoulin, voyageur de commerce, et Joseph Marie Savignac, notaire, de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, acquérir, louer, manufacturer, importer et exporter, transiger, en un mot, faire commerce et faire affaires généralement en gros et en détail, à commission ou autrement dans toutes espèces d'automobiles, motocyclettes, bicyclettes, tricyclettes et tous autres engins quelconques et moteurs de même nature et accessoires; tels que huiles, graisses, gasoline, pneus, caoutchoucs, uniformes de conducteurs, gants, casques, lunettes, imperméables, couvertes, pompes, leviers, outils, sac à outils et tous matériels, accessoires, équipements, spécialités, articles et pièces quelconques nécessaires au bon fonctionnement de tels automobiles et moteurs et pour les fins du commerce en général;

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement acquérir, construire, installer, maintenir, utiliser et exploiter pour les fins de la compagnie des immeubles, manufactures, machines, dépôts, entrepôts, garages pour réparations ou autres fins semblables et nécessaires au susdit commerce; le tout à être payé avec des parts acquittées de la compagnie, par argent, marchandises, effets de commerce, quelconques ou autres biens de la compagnie;

Annoncer, ouvrir, tenir et exploiter des salles d'échantillons aux fins d'activer, favoriser et étendre le commerce de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir en tout ou en partie, le commerce (capital-action) droits, privilèges, hypothèques, biens meubles ou immeubles, actions de toutes personnes ou compagnie faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie et de payer, en tout ou en partie, par argents ou avec des parts acquittées de la compagnie ou autres biens mobiliers ou immobiliers lui appartenant;

Acquérir, posséder, échanger, acheter des parts dans d'autres compagnies incorporées pour les mêmes fins aux conditions jugées convenables par les directeurs de la compagnie;

Se fusionner, conclure des arrangements et marchés au fins de partager les profits ou d'unir les intérêts avec ceux d'autres personnes ou compagnies incorporées faisant un commerce similaire à celui de cette compagnie;

D'emprunter des argents, d'émettre des débentures, souscrire et consentir des billets promissaires, effets de commerce et autres obligations de la compagnie pour les fins de son commerce, garantir tels débentures, billets et obligations par hypothèques sur les immeubles, franchises ou

To do all things necessary for the promotion and advancement of the enterprise of the said association, under the name of "The Montreal Live Stock Exchange, incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6068—46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Généreux Motor Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1916, incorporating MM. Joseph Alphonse Trempe, physician, Rosario Généreux, manager, Edouard Doray, secretary, Armand Dumoulin, commercial traveler, and Joseph Marie Savignac, notary, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, acquire, lease, manufacture, import and export, trade in, and generally deal in and with wholesale and retail, on commission or otherwise, all kinds of automobiles, motorcycles, bicycles, tricycles and other engines whatsoever and motor of a like nature and accessories thereof, such as oils, grease, gasoline, tires, rubber, chauffers uniforms, gloves, caps, glasses, waterproofs, blankets, pumps, levers, tools, tool bags and all materials, accessories, equipment, specialties, spare parts and pieces of all kinds necessary for the proper running of such automobiles and motors and for trade purposes generally;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise acquire, construct, install, maintain, utilize and operate for the company's purposes, real estate, manufactories, machines, stations, warehouses, garages for repair or other similar or requisite purposes for the above businesses, the whole to be paid with paid up shares of the company, or in cash, merchandise, commercial instruments whatsoever or other assets of the company;

To advertise, open, keep and operate sample rooms for the purpose of activating, promoting and extending the company's business;

To buy or otherwise acquire, in whole or in part, the business, (capital stock) rights, privileges, hypothecs, moveables and immoveables, shares in any persons or companies carrying on a business similar to that of the company, and to pay for same, in whole or in part, in cash or paid up shares of the company or other moveable or immoveable property belonging to the company;

To acquire, own, exchange, buy shares in other companies incorporated for similar purposes on such conditions as the directors of the company may think fit;

To amalgamate and enter into arrangements or agreements for sharing profits or union of interests with other persons or incorporated companies carrying on a business similar to that of this company;

To borrow monies and issue debentures, underwrite and draw promissory notes commercial instruments and other obligations of the company for its business purposes to guarantee such debentures, promissory notes by hypothecs on the company's immoveables, privileges and

privileges de la compagnie, ou ils se trouvent et quels qu'ils soient, vendre et disposer de tels débentures, billets, obligations, privilèges et franchises de la manière et aux conditions trouvées convenables par les directeurs de la compagnie et accepter en paiement, en tout ou en partie, des argents, effets de commerce ou tous autres biens mobiliers et immobiliers trouvés convenables par la compagnie;

Faire, agir et exécuter généralement tous actes, procédés quelconques jugés nécessaires pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Généreux Motor Company, limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6085—46-2

Sous-secrétaire de la province.

"Produits Thériault, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1916, constituant en corporation, MM. Joseph Philippe Thériault, peintre, de la ville de l'Assomption; Daniel Banville, commerçant, de la ville de Rimouski; Albert Laurier, contracteur, de Montréal; Joseph Charles Audet, industriel, de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester et Edouard Honoré Bégin; notaire, de Montréal, dans les but suivants:

Solliciter, obtenir, acheter ou autrement acquérir, avoir, utiliser, louer ou autrement posséder, vendre ou autrement aliéner, la propriété ou l'usage ou les deux, de caveats, brevets d'invention, procédés, formules, recettes et marques de commerce:

Manufacturer, commercer, acheter ou autrement acquérir, posséder, hypothéquer ou autrement engager, donner en garantie ou en paiement, donner ou recevoir en échange, vendre ou autrement aliéner des propriétés, privilèges et droits, débentures et autres obligations;

Payer en actions acquittées de la compagnie, en débentures ou autrement, les propriétés, brevets, formules, recettes, procédés, marques de commerce, ou l'usage d'iceux ainsi que les services rendus;

Recevoir en paiement ou autrement des actions, débentures et autres valeurs d'autres compagnies, sous le nom de "Produits Thériault, limitée," avec un fonds social de seize mille piastres (\$16,000.00), divisé en cent soixante (160) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce treizième jour de novembre, 1916.

C. J. SIMARD,

6087—46-2 Sous-secrétaire de la province.

"Saint Lawrence Progressive Real Estate Company, Limited"

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1916, constituant en corporation MM. Arthur Reginald Whitney Plimsoll, Reigner Brodeur, et Adolphe Chouinard, avocats, Hector Langevin, comptable,

franchises wherever situate and whatever they may be, to sell and dispose of such debentures, notes, obligations, privileges, franchises in the manner and under the conditions which the directors of the company may think suitable and to accept in whole or part payment therefor cash, commercial instruments, or other moveable and immoveable property found suitable by the company;

To do, act and generally execute all acts, and things whatsoever deemed necessary for the company's purposes, under the name of "Généreux Motor Company, limited" with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6086—46-2

Assistant Provincial Secretary.

"Produits Thériault, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the thirteenth of November, 1916, incorporating MM. Joseph Philippe Thériault, painter, of the town of l'Assomption; Daniel Banville, trader, of the town of Rimouski; Albert Laurier, contractor, of Montreal; Joseph Charles Audet, manufacturer, of the parish of Saint Anselme, county of Dorchester, and Edouard Honoré Bégin, notary, of Montreal, for the following purposes:

To apply for, obtain, buy or otherwise acquire, have, utilize, lease or otherwise own, sell or otherwise alienate the ownership or use or both, of caveats, patents, processes, formulas, recipes and trade marks;

To manufacture, deal in, buy or otherwise acquire, own, hypothecate or otherwise pledge, hand over as security or in payment, give or receive in exchange, sell or otherwise alienate property, privileges and rights, debentures or other obligations;

To pay with paid up shares of the company, debentures or other securities, the property, patents, formulas, recipes, processes, trades marks or the use thereof as well as for services rendered;

To receive in payment or otherwise shares, debentures and other securities of other companies under the name of "Produits Thériault, limitée," with a capital stock of sixteen thousand dollars (\$16,000.00), divided into one hundred and sixty (160) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day on November, 1916.

C. J. SIMARD,

6088—46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Saint Lawrence Progressive Real Estate Company, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the thirteenth of November, 1916, incorporating Messrs. Arthur Reginald Whitney Plimsoll, Reigner Brodeur and Adolphe Chouinard, advocates, Hector Langevin, accountant, of Montreal, and Linton H. Ballantyne,

de Montréal, et Linton H. Ballantyne, étudiant-en-droit, de Westmount, pour les fins suivantes:

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'une compagnie d'immeubles et de terrains; acquérir par achat, louage, échange ou autrement, et utiliser, détenir et améliorer les terres, tenements, héritages, immeubles et intérêts en iceux, avec pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, découvrir, coloniser, cultiver, louer, grever, échanger, vendre et autrement faire le commerce et disposer des terres et biens-fonds, cultivés ou non, ainsi que d'aucun intérêt ou droit en iceux; à cette fin, dépenser de l'argent et employer des capitaux à acheter, arpenter, découvrir, améliorer, développer et rendre propres à l'occupation et à l'établissement les terres qui seront nécessaires aux objets de la dite corporation; et sur ces terres, faire, construire, ériger, bâtir et entretenir des routes, des ponts et autres voies de communication internes, des maisons, des moulins, des usines et des manufactures, ainsi que d'autres structures et installations nécessaires ou avantageuses à l'occupation ou à l'amélioration de ces terres; y faire et accomplir des travaux et améliorations;

Construire des résidences et autres structures sur la totalité ou aucune partie de ces biens-fonds;

Vendre, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de ces terrains, et les développer, les améliorer, diviser ces propriétés en lots à bâtir, en rues, ruelles, squares, ou autrement;

Faire des avances au moyen de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des terrains de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations, aider par avances de deniers ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, des rues, de l'aqueduc, de l'égout et des autres travaux et améliorations propres à rendre plus accessibles les propriétés de la corporation et à en accroître la valeur;

Prendre et détenir des hypothèques, des mortgages, nantissements, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou d'aucune somme d'argent à elle due par les acheteurs ou qu'elle aura avancée à ces derniers pour fins de construction ou pour d'autres améliorations;

Placer des capitaux sur de la propriété foncière pour l'avantage d'aucune personne ou corporation, assumer la surveillance et l'administration des placements ainsi faits ainsi que des placements semblables, et en garantir la valeur;

Acquérir et posséder des édifices à bureaux, des maisons de rapport ainsi qu'aucune autre catégorie de bâtisses, les vendre ou les louer en tout ou en partie; en être les agents ou administrateurs;

Être une agence ou une association représentant d'autres personnes qui confient à la compagnie des deniers à prêter ou à placer, aussi garantir le remboursement du capital, le service des intérêts, ou les deux, le paiement d'aucun montant d'argent confié à la corporation pour placement, pour assurance contre perte, sur aucune garantie ou obligation, ou le paiement d'aucune avance faite par la compagnie, recevoir et disposer d'aucune espèce de valeurs ou de garanties transportées, données en nantissement, hypothéquées, grevées, cédées ou déposées à la corporation en rapport avec ces garanties, obligation, avance ou placement;

Garantir aucun placement que fera la compagnie comme agent ou autrement;

Exercer le commerce d'agents d'immeubles généralement, acheter, vendre et administrer des propriétés et des successions, aussi louer les propriétés et en percevoir les revenus, le tout

student-at-law, of Westmount, for the following purposes;

To carry on in all its branches the business of a real estate and land company; to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold and improve lands, tenements, hereditaments, immoveables and interests therein, with the power of purchasing, holding, developing, improving, clearing, settling, cultivating, renting, pledging, exchanging, selling and otherwise dealing in and disposing of real estate and lands, whether cultivated or not, and any interest or right therein, and for that purpose to pay out and invest capital in purchasing, surveying, clearing, improving, developing and preparing for occupation and settlement such lands as may be necessary for the purpose of the said company; and in and upon such lands to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges and other internal communications, houses, mills, factories and manufactories and other buildings and works necessary or expedient for the occupation or improvement of any such lands, and to operate and carry on any works or improvements thereon;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers, and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value;

To take and hold hypothecs, mortgages, pledges, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes and or other improvements;

To invest moneys in immoveable property for the benefit of any person or corporation; to undertake the care and management of investments so made and similar investments and guarantee the security of the same;

To acquire and own office buildings, apartment houses and any and all other classes of buildings, and to sell or lease the same or parts thereof and to act as managers or agents for such buildings;

To act as an agency or association for or on behalf of others who entrust the company with money to lend or invest and also to secure the repayment of the principal, or the payment of the interest, or both, of any moneys entrusted with the company for investment, and for the purpose of securing the company against loss, upon any guarantee or obligation, or any advance made by the company and to receive and dispose of any description of assets or security which is conveyed, pledged, hypothecated, mortgaged, or assigned to or warehoused with the company in connection with such guarantee, obligation, advance or investment;

To guarantee any investment made by the company as agent or otherwise;

To carry on the business of real estate agents generally, including buying, selling and managing properties and estates, also renting properties and collecting rents, the whole for a commission,

à commission ou par une autre manière de rémunération; or other remuneration;

S'entremettre en qualité d'agents et courtiers pour préparer, arrêter des conventions, ou autrement obtenir des contrats d'assurances pour les clients et autres personnes en relation avec la compagnie et négocier des prêts et investissements;

To act as agents and brokers in arranging, contracting for or otherwise procuring contracts of insurance for customers and others having dealings with the company and to negotiate loans and investments;

Acquérir des terres dans ou près des limites d'aucune municipalité de la province de Québec, et construire sur ces terres des résidences de dimensions moyennes munies d'améliorations convenables;

To acquire lands in or near the boundaries of any municipality in the province of Québec and to build on such lands dwelling houses of reasonable dimensions supply with proper improvements;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autre titre légal et détenir telle propriété mobilière et immobilière jugée nécessaire et requise aux fins du commerce de la compagnie, et la payer en espèces, en actions libérées, en obligations ou autres valeurs de la corporation, et disposer des dites propriétés;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title and to hold such property, moveable and immoveable, as may be deemed necessary and requisite for the purposes of the company's businesses, and to pay for the same in cash, paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company and dispose of the said properties;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et aliéner les parts, le capital, les débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation ou qui exerce un commerce susceptible d'exercice profitable à la compagnie;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of the shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to benefit this company;

Emettre, transporter et répartir, comme acquittées, des parts du capital-action de la corporation en paiement du commerce, de la franchise, de l'entreprise, de la propriété, des droits, privilèges, baux, licences, brevets, contrats, bien-fond, capital, créances ou autre propriété que la compagnie pourra légalement acquérir en vertu des présentes;

To issue, hand over and allot as paid up stock, shares of the capital stock of the company in payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, licenses, patents, contracts, real estate, stock, assets and or other property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof;

Vendre ou autrement disposer d'aucune partie des biens fonciers ou d'autre propriété possédés par la corporation en considération, pour les stipulations et conditions que la compagnie jugera avantageuses, et accepter du numéraire, des actions, des débetures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie en paiement total ou partiel;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate immoveable or other property owned by the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment thereof;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices ou l'union des intérêts avec aucune personne ou corporation exerçant, engagée dans, sur le point d'exercer ou de s'engager dans, aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou dans lesquels elle peut s'engager, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

To enter into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on, or engaged in, or about to carry on, or engage in any business or transaction, which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without warranty or otherwise deal in the same;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner les personnes qui, conformément aux lois de ces pays étrangers, devront l'y représenter et recevoir signification, pour elle et en son nom, d'aucune procédure ou action;

To secure the registration and recognition of the company in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les fins sont totalement ou partiellement semblables à celles de la présente corporation;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèce ou autrement, tel qu'arrêté, aucun bien de la corporation, spécialement les actions, les obligations, les débetures ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à la corporation, ou dont elle pourra disposer;

To distribute amongst the shareholders of the company in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company; particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company belonging to the company, or which the company may have the power to dispose of;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, ou aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune entreprise, et accomplir tous actes nécessaires ou s'y rattachant; souscrire, acquérir, garantir, émettre, détenir et aliéner la totalité ou aucune partie des parts ou valeurs d'aucune telle compagnie ou association;

To promote, organize, manage or develop, or assist in the promotion, organisation, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to do all acts, necessary or incidental thereto; and to underwrite, acquire, guarantee, issue, hold and dispose of all or any of the shares or securities of any such company or association;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce et les objets de la corporation, ou propre à rendre profitables les biens et droits de la compagnie et à accroître leur valeur;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe des présentes ne sont en aucune manière limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou inférence d'iceux, sous le nom de "Saint Lawrence Progressive Real Estate Company, Limited", avec un fond social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

6177-46-2 Sous-secrétaire de la province.

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Saint Lawrence Progressive Real Estate Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

6178-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Rapid Printing Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du 13 novembre 1916, constituant en corporation MM. William Bovell Hope et William Duff, marchands, Henry F. Hope et Albert Hans Hudon, comptables, Frank Rhodes, imprimeur, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'imprimeurs, éditeurs et litographes et aucun autre nécessaire à celui;

Fabriquer, faire, publier des livres, des œuvres d'arts, des journaux, des magazines et en exercer le commerce, et aucune autre œuvre, publication, objet ou chose s'y rapportant, ou s'y rattachant d'aucune manière;

Acquérir et assumer les entreprises, l'actif et le passif d'aucune personne, société ou corporation exerçant aucun négoce totalement ou partiellement semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens ou pouvoirs convenant aux fins de la corporation, et les payer en numéraire ou par une émission d'actions libérées du capital de la compagnie, tel qu'on le croira bon;

Demander, acheter ou autrement acquérir aucuns brevets, licences, concessions et autres choses semblables conférant aucuns droits exclusifs ou limités, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé, et les faire valoir, les vendre, les louer, ou autrement en disposer;

Défrayer à même les deniers de la compagnie le coût et les dépenses d'incorporation et d'organisation de la compagnie;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la concession réciproque, ou autrement, avec aucune autre personne, société ou corporation exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce susceptible d'être conduit au bénéfice direct ou indirect de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou aucune partie du commerce de la corporation en faveur d'aucune personne, société ou corporation en considération de ce que les directeurs croiront convenable, et particulièrement pour des parts, débentures ou valeurs d'aucune compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Placer et disposer des capitaux disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, tel que

"Rapid Printing Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 13th day of November, 1916, incorporating MM. William Bovell Hope and William Duff, merchants, Henry F. Hope, and Albert Hans Hudon, accountants, Frank Rhodes, printer, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, publishers and lithographers in all its branches, and any other business accessory thereto;

To manufacture, produce, publish and deal in books, works of art, newspapers and magazines and any other work or publication or any object or thing pertaining thereto, or in any way connected therewith;

To acquire and take over the undertakings, assets and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business in whole or in part similar to that which the company is authorized to carry on, or possessed of property or powers suitable for the purposes of the company, and the same to pay for in cash or by the issue of fully paid up shares of the capital stock of the company, as may be deemed advisable;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or limited rights, or any secret or other information as to any invention or process, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal with the same;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the company;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or corporation carrying on or about to carry on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the business of the company to any person, firm or corporation for such consideration as the directors may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, as may be

résolu, aucun effet de l'actif de la corporation à ses membres et spécialement les parts, obligations, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Faire aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Et généralement toutes les autres choses se rattachant à l'obtention des fins de la compagnie;

Les pouvoirs et fins ci-haut de la corporation, seront réputés distincts et indépendants l'un de l'autre et la compagnie poursuivra la réalisation ou l'exercice de l'un ou de l'autre de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause relative à ces objets, pouvoirs ou fins ne sera restreinte dans son sens général ou autrement interprétée en fonction d'aucune autre clause relative à ces objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Rapid Printing Company, limited", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,
6179-46-2 Sous-secrétaire de la province.

resolved, any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

And generally to do all such other things as are incidental to the carrying out of the objects of the company;

The above powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or other wise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "Rapid Printing Company, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1916.

C. J. SIMARD,
6180-46-2 Assistant Provincial Secretary.

Bills privés, parlement fédéral

CHAMBRE DES COMMUNES

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. Pour des lois de constitution en corporation.

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilège spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une com-

Private bills, federal paliament

HOUSE OF COMMONS

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter, to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such work, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows;

1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or indus-

pagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes.
5509—41-13

2. For amendments to acts of incorporation:

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
Clerk of the House of Commons.
5510—41-13

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que Nathaniel William Jacobs, demandera à la législature, à sa présente session, qu'une loi soit adoptée autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre immédiatement à la pratique du droit et à lui accorder son diplôme à cet effet.

NATHANIEL WILLIAM JACOBS,
6219—47-4 Requéant.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour considération du bill de la cité de Montréal, à l'effet d'amender sa charte, pour annexer la ville de Hampstead à la cité de Montréal, déterminer les conditions de telles annexions, et pour autres raisons.

A. THÉBERGE,
Procureur du requérant.
Montréal, ce 20 novembre 1916. 6229—47-4

Avis public est par le présent donné que la cité d'Outremont demandera à la Législature, à sa présente session, l'adoption d'une loi spéciale aux fins de:

1. Faire ratifier et légaliser en autant qu'il sera nécessaire, le rôle de cotisation pour égouts publics construits rues Kelvin et Dunlop, tel qu'homologué par le conseil de la dite cité le 10 juillet 1912; aussi, confirmer de la même

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that a bill will be presented at the present session of the Legislature by Nathaniel William Jacobs, for the purpose of authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law immediately and to give him his certificate thereto.

NATHANIEL WILLIAM JACOBS,
6220—47-4 Petitioner.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, upon the consideration of the City of Montreal's bill to amend its charter, to annex the Town of Hampstead to the city of Montreal, to determine the conditions of such annexations and for other purposes.

A. THÉBERGE,
Attorney for petitioner.
Montreal, 20th November, 1916 6230—47-4

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply at the present session of the Legislature for special legislation:

1. For the purpose of ratifying and declaring legal, in so far as may be necessary, the assessment roll for public sewers built on Kelvin and Dunlop streets and homologated by the Council of the said city, on the 10th of July, 1912, and

manière tous rôles de cotisations repartissant le coût d'améliorations locales dont l'exécution a été faite comme une seule entreprise sur deux ou plusieurs rues et dont le coût a été reparti par les rôles précités, au pro rata, d'après l'étendue de front des propriétés aboutissant sur les dites rues;

2. Accorder aussi à la cité le pouvoir spécial le coût d'améliorations locales dont l'exécution d'utiliser ses débentures en garantie collatérale de ses emprunts, temporaires;

3. Autoriser aussi la dite cité à faire des avances ou à donner des garanties aux compagnies d'utilité publique qui fournissent actuellement le gaz à la cité pour faire poser les tuyaux conducteurs du gaz, immédiatement, dans certaines rues; et aussi, donner à la dite cité le pouvoir de taxer afin de rembourser les dites avances ainsi que l'intérêt sur icelles.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Procureurs de la cité d'Outremont.

107 rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 15 novembre 1916. 6165-46-5

Avis est par les présentes donné que la ville de la Pointe aux Trembles, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, durant la présente session, aux fins de faire passer une loi pour confirmer les règlements numéros 48 et 50 de la dite ville et d'amender sa charte de manière à mieux définir son pouvoir d'emprunt.

La ville de la Pointe aux Trembles,
Par J. U. ROY,

6055-46-4

Secrétaire-Trésorier.

Avis est par les présentes donné que Antoine Turgeon, père, cultivateur; Louis Archetto, cultivateur; Théophile J. Décarie, cultivateur; A. Dionne, propriétaire; Marie Louise Lacombe, propriétaire; Victoria Lacombe, propriétaire; Anna Lacombe, propriétaire; C. J. Grenier, propriétaire; et Joseph Pamphile LeMay, propriétaire, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à la présente session, pour faire adopter une loi amendant la loi 4 Georges V, chap. 31, relative aux terres en culture et pour autres fins.

HURTEAU & HURTEAU,

Procureurs des pétitionnaires.

Montréal, 14 novembre 1916. 6109-46-4

Avis public est par le présent donné que MM. John Selkirk Clunie, gérant; Segfried Hinson Read Bush, avocat; George Whittaker, comptable; Benjamin Robinson, étudiant; Edward Charles Baker, comptable; Ricard Ferrie, comptable; George Salmon, gérant; tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa session commençant le 7 novembre 1916, pour obtenir la constitution en corporation de la "Guarantee Title & Contract Company, Limited".

1. Le nom de la corporation est "The Guarantee Title & Contract Company, Limited."

2. Le fond social de la corporation sera de \$2,000,000, divisé en 20,000 actions de \$100. chacune. Le bureau-chef de la corporation sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Entre autres pouvoirs, les suivants seront sollicités:

(a) La garantie du titre à la propriété réelle ou personnelle, ou de la jouissance paisible d'icelle, absolue ou sujette à certaines exigences et conditions.

(b) La garantie à quiconque est intéressé, ou est sur le point de devenir intéressé dans aucune propriété réelle ou personnelle, la possède ou est sur le point de l'acheter ou de l'acquérir.

also for the purpose of ratifying in the same manner all assessments rolls apportioning the cost of local improvements, the execution of which was carried on as one work on two or more streets and the cost of which was apportioned by the aforesaid rolls ratably according to frontage on properties abutting on such streets;

2. Also for the purpose of granting the city special power to use its bonds as collateral security for the guarantee of its temporary loans;

3. And also with a view of empowering the said city to make loans or to give guarantees to the public service corporation presently furnishing gas to the city for the purpose of having gas mains placed immediately in certain streets and also of empowering the said city to assess for the re-payment of the said loans and interest thereon.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Attorneys for the city of Outremont.

107 Saint James street,

Montreal, 15th November, 1916. 6166-46-5

Notice is hereby given that the town of Pointe aux Trembles, county of Laval, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the present session thereof, for an act to confirm by-laws numbers 48 and 50 of said town and to amend its charter so as to better define its loan powers.

The town of Pointe aux Trembles,
Per J. U. ROY,

6056-46-2

Secretary Treasurer.

Notice is hereby given that Antoine Turgeon, cultivator; Louis Archetto, cultivator; Théophile J. Décarie, cultivator; A. Dionne, owner; Marie Louise Lacombe, owner; Victoria Lacombe, owner; Anna Lacombe, owner; C. J. Grenier, owner; and Joseph Pamphile LeMay, owner, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of a law amending statute 4 George V, chap. 31, relating to farm lands and for other purposes.

HURTEAU & HURTEAU,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 14th November, 1916. 6110-46-4

Public notice is hereby given that Messrs. John Selkirk Clunie, manager; Segfried Hinson Read Bush, advocate; George Whittaker, accountant; Benjamin Robinson, student; Edward Charles Baker, accountant; Ricard Ferrie, accountant; George Salmon, manager; all of the city and district of Montreal, will at the session of the Legislature of the Province of Quebec, opening on the 7th November, 1916, apply for the incorporation of the "Guarantee Title & Contract Company, Limited".

1. The company to bear the name of "The Guarantee Title & Contract Company, Limited".

2. The capital stock of the Company to be \$2,000,000 divided into 20,000 shares of \$100. each. The head office of the Company to be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

That amongst other rights, the following will be applied for:

(a) To guarantee the title to, or the quiet enjoyment of, real and personal property, either absolutely or subject to qualifications and conditions.

(b) To guarantee any persons interested in or about to become interested in, or owning or about to purchase or acquire any real or personal property.

(c) La garantie du remboursement d'aucun prêt, d'aucune avance, hypothèque ou réclamation, hypothécaire ou autres, ou des intérêts;

(d) La garantie de l'exécution d'aucune entreprise.

(e) L'émission de certificats de garantie relatifs, moyennant rémunération adéquate.

(f) Le droit de devenir actionnaire ou contributaire dans aucune compagnie.

(g) Acheter, détenir, vendre ou autrement négocier les parts d'aucune autre corporation.

(h) L'acquisition de mines, droits miniers ou de concessions forestières.

ALPHONSE DECARY,

Avocat des requérants.

Montréal, 2 novembre 1916. 6077-46-5

Avis public est donné, que lors de l'étude du projet de loi que la Cité de Montréal soumettra à la Législature de Québec, à sa présente session, tendant à amender sa charte, une demande sera faite d'annexer la Cité d'Outremont à la Cité de Montréal, de fixer les conditions de cette annexion et pour autres fins.

BISSONNET & CORDEAU.

Avocats des Requérants.

Montréal, 14 novembre, 1916. 6093-46-4.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine législature de la province de Québec, pour fins d'incorporer la "National Exhibition Society", dans le but d'organiser, contrôler des exhibitions agricoles, horticoles et industrielles, des exhibitions de bestiaux et de produits canadiens et autres, et d'autres exhibitions du même genre; tenir des foires et des exhibitions et entretenir des places d'amusement et de récréation pour le public, ainsi qu'à établir et faire des luttes à la course s'y rattachant, obtenir des licences spéciales pour la vente des spiritueux et autres fins.

LEON GARNEAU,

Avocat des requérants.

5925-45-5

Avis est par les présentes donné que les Révérendes Dames Marie Troncy, en religion Sœur Saint-Ildephonse; Christine Durix, en religion sœur Marie de l'Incarnation; Rose Debrois, en religion sœur Marie Marcellin; Marie Bonnetain, en religion sœur Saint-Cyr; Benoite Bassel, en religion sœur Émérence, actuellement résidant à la Pointe aux Esquimaux, comté de Saguenay, feront application à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill pour les incorporer en corporation civile, sous le nom de "La Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus", pour les objets suivants, savoir: enseignement élémentaire et supérieur, création de noviciats, établissements pour des œuvres pieuses, de charité et d'éducation, avec tous les autres droits et pouvoirs conférés aux établissements du même genre dans la province de Québec, le tout avec le consentement et l'autorisation de l'autorité ecclésiastique.

S. C. RIOU,

Procureur des requérantes.

Fraserville, 30 octobre 1916. 5855-44-4

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi que la cité de Montréal soumettra à la Législature de Québec, à sa prochaine session, tendant à amender sa charte, une demande sera faite d'abroger les dispositions de sa charte se rapportant au mode d'expropriation, et de décréter que toutes les expropriations faites par la

(c) To guarantee the payment of any loan, advance, mortgage or claim, hypothecary or otherwise or the interest thereof.

(d) To guarantee the performance of any contract.

(e) To issue guarantee certificates therefor, for due remuneration.

(f) To become shareholder or stockholder in any company.

(g) To buy, hold, sell or otherwise deal in the shares of any other company.

(h) To acquire mines, mineral rights or timber limits.

ALPHONSE DECARY,

Solicitor for applicants.

Montreal, 2nd November, 1916. 6078-46-5

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the City of Montreal to the Quebec Legislature, at the present session thereof, for the amendment of its charter, application will be made for the annexation of the City of Outremont to the City of Montreal, to determine the conditions on which such annexation will be made, and for other purposes.

BISSONNET & CORDEAU.

Solicitors for Applicants.

Montreal, November 14th. 1916. 6094-46-4.

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to incorporate the "National Exhibition Society", with power to organize and control agricultural, horticultural and industrial exhibitions, farm stock shows, exhibitions of Canadian and other products and other exhibitions of a like nature; to conduct fairs and exhibitions and keep places of amusement and recreation for the public and to establish and conduct running and trotting races in connection therewith, to obtain special licenses for the sale of spirituous liquors and other purposes.

LEON GARNEAU,

Attorney for Applicants.

5926-45-5

Notice is hereby given that the Reverend Marie Troncy, in religion sister Saint Ildephonse; Christine Durix, in religion sister Marie de l'Incarnation; Rose Debrois, in religion sister Marie Marcellin; Marie Bonnetain, in religion sister Saint Cyr, Benoite Bassel, in religion sister Émérence, actually residing at the Pointe aux Esquimaux, county of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an Act incorporating them into a civil corporation under the name of "La Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus", for the following purposes: elementary and superior education, creation of noviciates, foundations for pious, charity and education purposes, with all other rights and powers enjoyed by similar establishments in the province of Quebec, the whole with the consent and authorization of the Ecclesiastical Authority.

S. C. RIOU,

Attorney for petitioners.

Fraserville, 30th October, 1916. 5856-44-4

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the city of Montreal to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for the amendment of its charter, application will be made to repeal the provisions contained in the said charter, concerning expropriation proceedings, and to enact that all

cité seront régies par les articles 7581 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909.

DESSAULLES, GARNEAU
& VANIER

Avocats des requérants.

Montréal, 30 octobre 1916 5913-44-4

Avis public est donné, que lors de l'étude du projet de loi que la cité de Montréal soumettra à la Législation de Québec, à sa prochaine session, tendant à amender sa charte, une demande sera faite d'annexer à la cité de Montréal, la cité de Verdun et la ville de Cartierville, de fixer les conditions de ces annexions et pour autres fins.

DESSAULLES, GARNEAU
& VANIER,

Avocats des requérants.

Montréal, 30 octobre 1916. 5915-44-4

Avis est donné que lors de l'étude du projet de loi que la Cité de Verdun soumettra à la Législation de Québec, à sa prochaine session, une demande sera faite d'annexer la dite cité à la cité de Montréal, de fixer les conditions de cette annexion, et pour autres fins.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Avocats des requérants.

Montréal, 30 octobre 1916. 5911-44-4

Avis public est donné que demande sera faite à la Législation de Québec, à sa prochaine session, lors de la prise en considération du bill de la cité de Montréal, aux fins d'amender sa charte, d'annexer la ville du Sault-au-Recollet et la ville de Montréal-Nord à la cité de Montréal, de déterminer les conditions de ces annexions, et pour autres fins.

J. A. LAMARCHE,
Avocat des requérants.

Montréal, 30 octobre 1916. 5859-44-4

Avis public est donné que demande sera faite à la Législation de la province de Québec, à sa prochaine session, d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Southern Canada Power Company", avec tous les pouvoirs nécessaires pour développer, produire et distribuer l'énergie électrique, le gaz ou toute autre force productrice de chaleur, de lumière ou de force motrice; avec pouvoirs d'expropriation dans les endroits où ses usines et travaux sont situés, et pour établir des lignes de transmission à tout point dans la province de Québec, au sud du Saint-Laurent ou sur la rive sud du Saint-Laurent; avec pouvoir spécial d'acquérir l'entreprise et les travaux et l'actif et le passif d'une compagnie constituée par lettres patentes du Secrétaire d'Etat du Canada, émises le 18 août 1913, et y faisant affaires sous le nom de "Southern Canada Power Company Limited", et de continuer à exercer tous les pouvoirs de la dite compagnie; de confirmer et ratifier les contrats intervenus entre la dite compagnie et la Compagnie de Gaz, d'Electricité et de Pouvoir de Saint-Hyacinthe, la Compagnie de Lumière électrique de Saint-Jean Limitée, The South Shore Power & Paper Company Limited, la Ville de Drummondville, la Ville d'Iberville et toutes autres municipalités, corporations, sociétés ou personnes; de ratifier et confirmer les titres, contrats, franchises, privilèges et autres droits de la dite compagnie et de toutes compagnies subsidiaires dont elle a pu acquérir les actions en tout ou en partie, et

expropriations made by the City of Montreal shall be governed by sections 7581 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909.

DESSAULLES, GARNEAU
& VANIER

Solicitors for applicants.

Montreal, 30th October, 1916. 5914-44-4

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the city of Montreal to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for the amendment of its charter, application will be made for the annexation of the city of Verdun and of the town of Cartierville to the city of Montreal, to determine the conditions on which such annexations will be made, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU
& VANIER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 30th October, 1916. 5916-44-4

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the city of Verdun to the Quebec Legislature, at the next session thereof, to amend its charter, application will be made for the annexation of the said city to the City of Montreal, to determine the conditions of such annexation, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Solicitors for applicants.

Montreal, 30th October, 1916. 5912-44-4

Public notice is hereby given that an application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, upon the consideration of the city of Montreal's bill, to amend its charter, to annex the town of Sault-au-Recollet and the town of Montreal-North to the city of Montreal, to determine the conditions of such annexations and for other purposes.

J. A. LAMARCHE,
Solicitors for applicants.

Montreal, 30th October, 1916. 5860-44-4

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act of incorporation of a company under the name of "Southern Canada Power Company", with all powers necessary for carrying on the business of developing, generating and distributing electric power, gas, steam or other power whether for lighting, heating or motive power purposes; with powers of expropriation in the localities where its works may be situated, and for the purpose of establishing transmission lines to any point or points south of the river Saint Lawrence or on the south shore thereof, in the province of Quebec; with the special power of acquiring and taking over as a going concern the enterprise and works and the assets and liabilities of the company incorporated by letters patent of the Dominion of Canada of the 18th August, 1913, and now operating under the name of "Southern Canada Power Company Limited", and to use and enjoy all the powers of said company; to confirm and ratify the agreements entered into by said company with the Gas, Electricity and Power Company of Saint Hyacinthe, the Saint Johns Electric Light Company, Limited, the South Shore Power & Paper Company, Limited, the town of Drummondville, the town of Iberville and any other municipality, corporation, partnership or person; to ratify and confirm the titles, contracts, franchises, privileges and other rights of said company and any of its subsidiary companies,

d'exercer les pouvoirs des dites compagnies et de se fusionner avec elles, et pour d'autres fins.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Procureurs des Requérants.

Montréal, 27 octobre 1916. 5783-44-4

Avis public est par les présentes donné, que la cité de Maisonneuve, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour autoriser le conseil à emprunter une somme suffisante pour payer les dépenses d'administration et les intérêts à échoir, durant l'année 1917, et à imposer une taxe spéciale annuelle, n'excédant pas vingt-cinq centins par cent piastres par année.

Pour faire décréter que les terrains achetés pour faire partie du "Parc Maisonneuve", et situés en dehors de la municipalité soient exempt des taxes municipales, scolaires et autres, depuis leur acquisition.

Pour autoriser le conseil à acquérir un terrain pour la construction du bureau de poste, devant remplacer le terrain appartenant à la Couronne, dont la cité a pris possession pour le marché, le tout suivant entente avec le gouvernement fédéral.

Pour autoriser le conseil à émettre des débetures en paiement de la balance du prix de vente de la propriété des frères des Ecoles Chrétiennes, suivant contrat en date du 11 décembre 1913, M. G. Erement N. P. et ratifié par l'art. 17 de la loi 4 Geo. V, ch. 78. Pourvoir à l'expropriation ou à l'achat du terrain requis pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, entre la 1ère avenue et les limites ouest du Quartier Mercier, et pour permettre aux propriétaires de construire sur la rue Sainte-Catherine, jusqu'aux lignes homologuées.

Pour obtenir l'abolition de la qualification foncière et l'ouverture des bureaux de votation de 9 hrs a. m., à 9 hrs p. m.

Pour autoriser le conseil à emprunter les sommes requises pour paver certaines parties de rues, savoir: la rue Girard, des limites ouest de la municipalité à la rue William David, la rue Desjardins de la rue Ernest à Boyce, la rue Boyce de l'avenue Letourneux à l'avenue Orléans, et la rue Orléans de la rue Boyce à la rue Ernest.

Pour autoriser le conseil ou la Commission du "Parc Maisonneuve" à faire des arrangements avec la Shawinigan Water & Power Co. et indemniser cette dernière pour enlever ses poteaux dans le Parc Maisonneuve et pour autres fins concernant l'administration de la cité.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE,

Avocats pour la cité de Maisonneuve.
Montréal, 11 octobre 1916. 5479-41-4

the shares of which it may have acquired in whole or in part, and to exercise the powers of any said companies and to amalgamate with said companies; and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER
Solicitors for Applicants.

Montreal, 27th October, 1916. 5784-44-4

Public notice is hereby given that the city of Maisonneuve, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and obtain the following additional powers:

To authorize the Council to borrow a sufficient sum of money to pay the expenses of administration and the interests to become due, during the year 1917, and to levy a special annual tax not exceeding twenty five cents per hundred dollars per annum.

To have it enacted that the lands bought to form part of "Maisonneuve Park" and situated outside of the municipality, be exempt of municipal, school and other taxes, since their acquisition.

To authorize the Council to purchase land for the construction of the Post Office, in lieu of the land, the property of the Crown, of which the city has taken possession for the market, the whole to follow an agreement with the federal Government.

To authorize the Council to issue bonds, in payment of the balance of the purchase price of the property of the Christian Brothers, as per contract of the 11th December, 1913, M. G. Erement N. P. and ratified by the article 17, of the law 4 Geo. V, ch. 78. To provide for the expropriation or the purchase of the land necessary for the widening of Notre Dame street, between 1st Avenue and the western limits of Mercier ward; to empower the proprietors to build on Sainte Catherine street up to the homologated lines.

To do away with the real estate qualification and for the opening of the polls from 9 o'clock a. m. to 8 o'clock p. m.

To authorize the Council to borrow the necessary sum of money to have certain portions of streets, viz: Girard street, from the western limits of the municipality to William David, Desjardins street from Ernest to Boyce, Boyce street from Letourneux to Orleans avenue, and Orleans Avenue from Boyce street to Ernest street.

To authorize the Council or the Commission of "Maisonneuve Park" to come to an understanding with the Shawinigan Water & Power Co. and indemnify that Company to take away its posts in Maisonneuve Park, and for all other purposes relating to the administration of the city.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE,

Attorneys for the City of Maisonneuve.
Montreal, 11th October, 1916. 5480-41-4

Département du Trésor (Branche des Assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

Avis est par le présent donné que la "Dominion Arsenal Sick Benefit Association", a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels à l'effet de former un fonds de secours par lequel ses membres (employés à l'Arsenal de la Puissance), qui par suite de maladie

Notice is hereby given that the Dominion Arsenal Sick Benefit Association, has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of establishing a fund from which its members (employees of the Dominion Arsenal), who through illness or disability

ou d'incapacité, ne pouvant vaquer à leurs occupations ordinaires, peuvent obtenir une certaine allocation hebdomadaire pour un nombre défini de semaines, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, en date du 12 septembre 1916.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, ce dix-septième jour de novembre 1916.

Pour le Trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
6193—47-2 Surintendant des assurances.

are unable to follow their usual occupation, may obtain a certain allowance for a definite number of weeks, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council, dated 12th September, 1916.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes, of the province of Quebec, 1909, this seventeenth day of November, 1916.

For the Treasurer of the province of Quebec.
WILLIAM CHUBB,
6194—47-2 Superintendent of Insurance.

Actions en séparation de biens

District de Québec. Cour supérieure. No 2229. Dame Marie-Antoinette Parrot, épouse de Michel Achille Chandonnet, de Deschailons, médecin, a ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

MORAU & SAVARD,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 17 novembre 1916. 6197

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 2718. Dame Alphonsine Marchand, épouse commune en biens de Napoléon Robichaud, boulanger, avec qui elle demeure, à Montréal, a formé une demande en séparation de biens contre son mari, le 20 octobre 1916.

GUSTAVE RENAUD,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 20 octobre 1916. 5923—45-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 2450. Dame Aurélie Nadon, de la paroisse de Belœil, district de Montréal, épouse de François-Xavier Dalpé dit Pariseau, père, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit François-Xavier Dalpé dit Pariseau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23 octobre 1916.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 23 octobre 1916. 5963—45-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 1734. Dame Hectorine Labelle, de Montréal, épouse de Charles Léopold Alluisi, courtier d'assurance, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Charles L. Alluisi, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 24 octobre 1916.

EMILE BEAUCHAMP,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 31 octobre 1916. 5857—44-5

Province de Québec. District de Saint-François. Cour supérieure. No 433. Dame Maria Lussier, demanderesse, vs Siméon Fontaine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour contre le défendeur.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 27 septembre 1916. 5697—43-5

District of Quebec. Superior Court. No. 2229. Dame Marie-Antoinette Parrot, wife of Michel Achille Chandonnet of Deschailons, physician, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband.

MORAU & SAVARD,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 17th November, 1916. 6198

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 2718. Dame Alphonsine Marchand, wife common as to property of Napoléon Robichaud, baker, with whom she resides at Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband, on the 20th October, 1916.

GUSTAVE RENAUD,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 20th October, 1916. 5924—45-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 2450. Dame Aurélie Nadon, of the parish of Belœil, district of Montreal, wife of François Xavier Dalpé dit Pariseau, senior, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said François Xavier Dalpé dit Pariseau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd October, 1916.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 23rd October, 1916. 5964—45-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 1734. Dame Hectorine Labelle, of Montreal, wife of Charles Leopold Alluisi, Insurance broker, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Charles L. Alluisi, Defendant.

An action of separation as to property has been entered on October 24th, 1916.

EMILE BEAUCHAMP,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 31st October, 1916. 5858—44-5

Province of Quebec. District of Saint Francis. Superior Court. No. 433. Dame Maria Lussier, Plaintiff; vs Simeon Fontaine, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day against the defendant.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, 27th September, 1916. 5698—43-5

Province de Québec. District de Bedford. Dans la Cour supérieure. No 9817. Dame Amanda Jobin, épouse de Arsène Mady, restaurateur, de la ville de Farnham, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs Le dit Arsene Mady, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour de novembre 1916.

ANATOLE GAUDET,
Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 8 novembre 1916. 5975—45-5

Province of Quebec. District of Bedford. In the Superior Court. No. 9817. Dame Amanda Jobin, wife of Arsene Mady, trader, of the town of Farnham, district of Bedford, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff, vs The said Arsene Mady, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this affair, on the 8th November 1916.

ANATOLE GAUDET,
Attorney for the Plaintiff.
Sweetsburg, 8th November, 1916. 5976—45-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 4076. Dame Belzémire Laquerre, épouse commune en biens de Joseph Epiphane Dusablon, mécanicien, de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs Joseph Epiphane Dusablon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

TRUDEAU & GUERIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 8 novembre 1916. 5977—45-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 4076. Dame Belzémire Laquerre, wife common as to property of Joseph Epiphane Dusablon, engineer, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff, vs Joseph Epiphane Dusablon, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

TRUDEAU & GUERIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 8th November, 1916. 5978—45-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. Dame Yetta Khaner, de la cité et du district de Montréal, épouse de Bernard Gross, boucher, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit B. Gross, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 18 octobre 1916.

LYON W. JACOBS,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 2 novembre 1916. 5853—44-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. Dame Yetta Khaner, of the city and district of Montreal, wife of Bernard Gross, butcher, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said B. Gross, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 18th day of October, 1916.

LYON W. JACOBS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd November, 1916. 5834—44-4

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. Dame Emilie Vallée, de la ville de Rigaud, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Cholette, cultivateur du même lieu, dûment autorisée, demanderesse, vs le dit Joseph Cholette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le sixième jour d'octobre 1916.

ARTHUR GIBEAULT,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1916. 5699—43-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. Dame Emilie Vallée, of the city of Rigaud, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Cholette, farmer of the same place, duly authorized, Plaintiff; vs the said Joseph Cholette, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 6th day of October 1916.

ARTHUR GIBEAULT,
Attorney of Plaintiff.
Montreal, 23rd October, 1916. 5700—43-5

Act on en séparation de corps et biens

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. Dame Hazel Morris, épouse commune en biens de Charles Johnson, dessinateur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Charles Johnson, Défendeur.

Une action en séparation de corps et biens a été intentée contre le défendeur, ce 4 novembre 1916.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 3 novembre 1916. 5965—45-5

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. Dame Hazel Morris, wife common as to property of Charles Johnson, pattern-maker, of the city and district of Montreal, duly authorized for the purposes of these presents, Plaintiff; vs the said Charles Johnson, Defendant.

An action for separation as to bed and board has been taken against the Defendant on this 4th day of November, 1916.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 3rd November, 1916. 5966—45-5

Faillis

Insolvents

In re S. Roch Chapron, de Sainte Rose,

Failli.

Un premier et dernier dividende dans cette affaire a été déclaré, et restera sujet à contestation jusqu'au 4 décembre prochain.

F. X. A. BOISSEAU,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 17 novembre 1916.

6195

Province de Québec,
District de Montréal.

No 248.

Cour supérieure.

In re Patrick J. Brennan,

Insolvable.

Avis est par les présentes donné, que le vingtième jour de novembre 1916, nous avons été appointés curateurs en cette affaire.

Toutes réclamations contre l'insolvable, devront être assermentées et produites entre nos mains, dans les trente jours de cet avis.

PAQUET & BONNIER,
Curateurs.

Bâtisse Transportation,

120 Saint-Jacques, Montréal.

6217

District de Kamouraska

No 360.

Cour Supérieure.

In re: T. Pelletier & Cie, faillis et J. O. Levesque,
N. P.,

Curateur.

Avis est par les présentes donné que j'ai été, par une ordonnance de cette Cour, nommé curateur aux biens des dits faillis, le 18 novembre courant (1916).

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

J. OSCAR LEVESQUE, N. P.,
Curateur.

Fraserville, Qué., 20 novembre 1916.

6227

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

"The Calkins Tile and Mosaic Company, Ltd.,
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende de soixante-quinze sous et trois-quarts (75 $\frac{3}{4}$) dans la piastre a été déclaré en cette affaire, sujet à contestation jusqu'au quatrième jour de décembre 1916; après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau, Nos 511-14, édifice "Power", à Montréal.

T. COUTTS MILNE, L. I. C.,
Liquidateur.

Bureau de Sharpe, Milne & Cie,

Comptables licenciés.

511-14 "Édifice Power", Montréal.

Montréal, 13 novembre 1916.

6079

Province de Québec,

District de Montréal.

Cour supérieure.

In re: J. Thomas, alias Thomas Juniakos, restaurateur, de Montréal,

Insolvable-Absent.

Avis vous est donné que le 21^{ème} jour de Novembre 1916, par un ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.

Edifice Banque de Québec,

No 11 Place d'Armes.

Montréal, 22 novembre 1916.

6241

In re S. Roch & Chapron, of Sainte Rose,

Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 4th December next.

F. X. A. BOISSEAU,
Curator.

Saint Hyacinthe, 17th November, 1916.

6196

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 248.

Superior court.

In re Patrick J. Brennan,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on twentieth November, 1916, we have been appointed curators to the above mentioned estate.

Sworn claims must be filed with us within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,
Curators.

Transportation Building,

120 Saint James street, Montreal.

6218

District of Kamouraska,

No. 360.

Superior Court.

In re: T. Pelletier & Cie, Insolvent and J. O. Lévesque, N. P.,

Curator.

Notice is hereby given that, by an Order of this Court, I was appointed curator to the property of the said insolvent, on the 18th day of November, instant (1916).

Sworn claims must be filed at my office within 30 days, so as to be collocated on the dividend sheet.

J. OSCAR LEVESQUE, N. P.,
Curator.

Fraserville, Que., 20th November, 1916.

6228

UNDER THE WINDING UP ACT

The Calkins Tile and Mosaic Company, Ltd.,
In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend of seventy five and three quarter cents (75 $\frac{3}{4}$ c.) on the dollar has been declared in this matter, open to objection until the fourth day of December, 1916, after which the dividend will be payable at my office, Nos. 511-14, Power Building Montreal.

T. COUTTS MILNE, C. A.,
Liquidator.

Office of Sharp, Milne & Co.,

Chartered Accountants,

511-14 Power Building, Montreal.

Montreal, 13th November, 1916.

6080

Province of Quebec,

District of Montreal.

Superior Court.

In re: J. Thomas alias Thomas Juniakos, of Montreal,

Insolvent, Absentee.

Notice is hereby given that on the 21st day of November, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of the aforesaid insolvent.

All claims must be filed at my office within a month from date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,

No. 11, Place d'Armes.

Montreal, 22nd November, 1916.

6242

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour supérieure.*
In re: Alfred Myre, maître-charretier, de Mont-
réal, Insolvable.

Avis vous est donné que le 9ième jour de novembre 1916, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
 Curateur.

Edifice: Banque de Québec,
 No 11, Place d'Armes.
 Montréal, 22 novembre 1916. 6243

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour supérieure.*
 District de Québec. }
 J. Alfred Jacques, de la paroisse de Saint-Philémon de Bellechasse, marchand, a, le 18 novembre 1916, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
 Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 22 novembre 1916. 6259

Province de Québec, }
 District de Rimouski. } *Cour supérieure.*
 No 5577. }
In re: A. D'Anjou & Cie, marchands, Rimouski,
Faillis;

et

Séraphin Vachon, Curateur.
 Avis est par le présent donné que j'ai été, ce jour, par ordre de cette cour, nommé curateur aux biens des dits faillis.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

SERAPHIN VACHON,
 Curateur.

Bureau: Rimouski, P. Q.
 17 novembre 1916. 6293

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re: Alfred Myre, master carter, of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th day of November, 1916, by an order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST SAINT-AMOUR,
 Curator.

Quebec Bank Building,
 No. 11, Place d'Armes.
 Montreal, 22nd November, 1916. 6244

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Quebec. }
 J. Alfred Jacques, of the parish of Saint Philémon of Bellechasse, merchant, has, on the 18th of November, 1916, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of Superior Court, for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
 Provisional Guardian.

Office: 44 and 46, Dalhousie street.
 Richelieu & Ontario Building.
 Quebec, 22nd November, 1916. 6260

Province of Quebec, }
 District of Rimouski. } *Superior Court.*
 No. 5577. }
In re: A. D'Anjou & Cie, merchants, Rimouski,
Insolvents;

and

Saraphin Vachon, Curator.
 Notice is hereby given that I was, this day, by order of the court, appointed curator to the property of said insolvents.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days from this date.

SERAPHIN VACHON,
 Curator.

Office: Rimouski, P. Q.
 17th November, 1916. 6294

Compagnie autorisée à faire des affaires

La Compagnie "Federal Chemical Company", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George Arthur Lewis, de Montréal.

C. J. SIMARD,
 Sous-secrétaire de la province.
 Québec, 22 novembre 1916. 6257

Company authorized to do business

The Company Federal Chemical Company, has been authorized to do business in the province of Quebec.

The power conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. George Arthur Lewis, of Montréal.

C. J. SIMARD,
 Assistant Provincial Secretary.
 Quebec, 22nd November, 1916. 6258

Ordres de la Cour

Orders of the Court

Cour supérieure. Québec. No 1068. Georges Davie, contracteur, de Lévis, Demandeur; vs Demoiselle Anna Caron, de la cité de Montréal, en sa qualité d'héritière sous le bénéfice d'inventaire de feu Ernest Caron, en son vivant manufacturier, de Lévis, Défenderesse; et Robert Stewart, de la cité de Québec, Opposant.

Conformément au jugement rendu en cette cause par l'honorable juge Albert Malouin, un des juges de la Cour supérieure et vu l'allégation de l'insolvabilité de la dite Anna Caron, en sa qualité d'héritière sous le bénéfice d'inventaire du dit feu Ernest Caron, les créanciers de la dite succession qui n'auraient pas encore produit leur réclamation sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Québec, à Québec, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure civile.

AMD. ROBITAILLE,

6215—47-2

P. C. S.

PROCEDURE SOMMAIRE

Canada. Province de Québec. Comté de Champlain. Cour de circuit appellable. No 245. Lorenzo Gagnon, Demandeur; vs L. Pinard & Cie, Défendeur; & Dr Achille Voisard, Opposant.

Le septième jour de novembre 1916.

Sur ordre de l'honorable juge J. Alfred Désy, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Maurice Pinard, faisant affaires à Grand'Mère, sous les nom et raison de L. Pinard & Cie, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du greffier de la Cour de circuit pour le comté de Champlain, à Grand'Mère, district des Trois-Rivières, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

J. P. LALONDE,
Greffier Cour de circuit,
Comté de Champlain.

6059—46-2

Province de Québec. District de Montmagny. Cour supérieure. No 387. La Banque Nationale, corps politique et incorporé ayant un siège d'affaires en la paroisse du Cap Saint-Ignace, Demanderesse; vs Joseph Ouellet, de la même dite paroisse, Défendeur.

Vu la production d'une opposition afin de conserver au marc la livre en cette cause, ordre est donné aux créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations assermentées au bureau du soussigné, à Montmagny, dans les quinze jours à compter de la première publication du présent avis.

CYRIAS ROY,
Protonotaire de la Cour supérieure.
Montmagny, 14 novembre 1916. 6091—46-2

Superior court. Quebec. No. 1068. George Davie, contractor, of Lévis, Plaintiff; vs Miss Anna Caron, of the city of Montreal, in her quality of heir under benefit of inventory of the late Ernest Caron, in his lifetime manufacturer, of Lévis, Plaintiff; and Robert Stewart, of the city of Quebec, Opposant.

Pursuant to a judgment rendered by the Honourable Justice Albert Malouin, one of the judges of the Superior court, and seeing the allegation of the insolvency of said Anna Caron, in her quality of heir under benefit of inventory of said late Ernest Caron, the creditors of said estate who have not yet filed their claims are now called upon to file same in this cause, at the office of the prothonotary of the Superior court, for the district of Quebec, at Quebec, within the fifteen days following the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

AMD. ROBITAILLE,

6216—47-2

P. S. C.

SUMMARY PROCEDURE.

Canada. Province of Quebec. County of Champlain. No. 245. Circuit Court, appellate division. Lorenzo Gagnon, Plaintiff; vs L. Pinard & Cie, Defendant; & Dr Achille Voisard, Opposant.

The seventh day of November, 1916.

Upon the order of the Honourable justice J. Alfred Désy, rendered this day, seeing the allegations of the insolvency of said Maurice Pinard, carrying on business at Grand'Mère, under the firm name and style of L. Pinard & Cie, Defendant, the creditors of said defendant, who have not yet filed their claims, are now called upon to file same in this cause, at the office of the clerk of the Circuit Court for the county of Champlain, at Grand'Mère, district of Three Rivers, within the fifteen days following the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

J. P. LALONDE,
Clerk of the Circuit Court,
County of Champlain

Province of Quebec. District of Montmagny. Superior Court. No. 387. La Banque Nationale, a body politic and corporate having one place of business in the parish of Cap Saint Ignace, Plaintiff; vs Joseph Ouellet, of the same said parish, Defendant.

An opposition for payment *au marc la livre* having been filed in this case, the defendant's creditors are ordered to produce their sworn claims at the undersigned's office during the fifteen days following the first publication of the present notice.

CYRIAS ROY,
Prothonotary of the Superior Court.
Montmagny, 14th November, 1916. 6092—46-2

Résolution

Resolution

Avis public est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, le 4 octobre dernier, d'approuver et sanctionner la

Public notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council dated the 4th October last, to

résolution du conseil de comté de Saguenay, passée à une séance en date du 6 juillet dernier, annexant la partie du canton de Tadoussac qui n'appartenait à aucune municipalité, à la municipalité de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, comté de Saguenay, d'après les articles 33 et 41 du Code municipal de la province de Québec. Cette annexion est pour les fins municipales seulement.

AUGUSTE GINGRAS,
Sec.-Trés.
6221 C. C. de Saguenay.

approve and confirm the resolution of the council of the county of Saguenay, passed at a meeting held on the 6th July last, annexing for municipal purposes only, that part of Tadoussac township, which was not attached to any municipality, to the municipality of the parish of Sacre Cœur de Jésus, county of Saguenay, pursuant to articles 33 and 41 of the municipal Code of the Province of Quebec.

AUGUSTE GINGRAS,
Sec. Treas.
6222 C. C. of Saguenay.

Séance générale

AVIS

La Cour de l'Echiquier du Canada tiendra, à partir du mardi, le 16 janvier A. D. 1917, à 11 hrs a. m., au Palais de Justice, en la ville de Fraserville, P. Q., une séance générale d'audition des causes, etc., en vertu des dispositions de la règle de pratique 166.

Daté à Ottawa, ce 27 octobre A. D., 1916.

Par ordre,
CHAS. MORSE,
5829-44-4 Régistraire.

General sitting

NOTICE.

A general sitting of The Exchequer Court of Canada under the provisions of Rule 166, for the trial of cases, etc., will be holden at the Court House, in the town of Fraserville, P. Q., commencing on Tuesday, the 16th day of January, A. D., 1917, at 11 A. M.

Dated at Ottawa, this 27th day of October, A. D., 1916.

By order,
CHAS. MORSE,
5830-44-4 Registrar.

Vente d'effets non réclamés

Avis public est par le présent donné que la Compagnie du Chemin de fer du Canadien Pacifique, vendra aux enchères publiques, jeudi, le quatorzième jour de décembre, 1916, à dix heures a.m. dans la partie ouest de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

La Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, par

J. O. APPS,
5553-42-6 Agent Général du Bagage.

Sale of unclaimed shipments

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company, will sell by public auction, on Thursday, the 14th day of December, 1916, at ten o'clock a. m. in the west end of its Windsor street station baggage room, with entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve months.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per

J. O. APPS,
5554-42-6 General baggage agent.

Ventes par Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 5163.

Dame Bessie Segal, Demanderesse;

vs

Alex. Miller *et al*, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16 novembre 1916, dans une cause dans laquelle Dame Bessie Segal, des cité et district de Montréal, veuve de feu Harry Abramowitz, en son vivant, tailleur, des cité et district de Montréal, est demanderesse; et Alex. Miller, A. Ruckenstein, Harry Bishinsky, Samuel Rosenversen, Louis Yellin, Jacob Slotin, Joseph Levitt et Armand Latour, tous de la cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble décrit comme suit:

"Une ferme située dans la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly, connue sous le

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 5163.

Dame Bessie Segal, Plaintiff;

vs

Alex. Miller *et al*, Defendants.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 16th day of November, 1916, in a case in which Dame Bessie Segal, of the city and district of Montreal, widow of the late Harry Abramowitz, in his lifetime tailor, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Alex Miller, A. Ruckenstein, Harry Bishinsky, Samuel Rosenversen, Louis Yellin, Jacob Slotin, Joseph Levitt and Armand Latour, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows:

"A farm situated in the parish of Saint Hubert, county of Chambly, known under number 75 on

numéro 75 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec maison et autres bâtiments dessus construits, mesurant trois acres de largeur par trente-quatre acres de profondeur, bornée en front par le vieux chemin Chambly, en arrière par la limite de la paroisse, d'un côté par le chemin public conduisant à Saint-Bruno, et de l'autre côté par la ferme d'Antoine Tremblay ou représentants.

L'immeuble ci-haut sera mis à l'encan et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le vingt-septième jour de décembre 1916, à 10.30 A. M., cour tenante, dans la chambre No 31, au Palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées au cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge, à fin de distraire contre la dite licitation doit être produite au bureau du protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et l'adjudication, et toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours suivant l'adjudication, et à défaut de produire leurs oppositions dans les délais impartis aux présentes, les parties défaillantes seront forecloses du droit de le faire.

L'acheteur du dit immeuble devra payer, au moment de l'adjudication, la somme de \$1000.00 acompte sur son prix d'achat, et la balance sous trente (30) jours après l'adjudication.

L'acquéreur paiera aussi les actes, copies et leur enrégistrement.

SOL ELIASOPH,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 22 novembre 1916. 6249—47-2

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 4 novembre 1916, dans une cause No 470, dans laquelle dame Marie Julie Deliska Tassé, épouse commune en biens par contrat de mariage de Samuel Cousineau, menuisier, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que comme chef de communauté existant entre lui et sa dite épouse, que pour autoriser son épouse, de la cité et du district de Montréal, sont demandeurs; et Gustave Tassé, voyageur de commerce, Horace Tassé, courtier d'assurance, tous deux de la cité et du district de Montréal; dame Marie-Emma Tassé, veuve de Achille Defoy, demoiselle Eugénie Tassé, fille majeure, toutes deux du Sault au Récollet, district de Montréal; dame Marie-Louise Tassé, épouse commune en biens de Louis Duchêne, journalier, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que comme chef de la communauté existant entre lui et sa dite épouse, que pour autoriser son épouse, de la cité et du district de Montréal; dame Albertine Tassé, épouse séparée de biens par contrat de mariage de François McKenzie, employé civil, ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, de la cité et du district de Montréal; Eugène Tassé, bourgeois, de la cité de Montréal, et Horace Tassé, courtier d'assurance, Gustave Tassé, voyageur de commerce, Ernest Marceau, ingénieur-civil, Edouard Painchaud, marchand, tous quatre en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires à la succession des biens de feu dame Rose de Lima Painchaud, de la cité et du district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Vitre, de la contenance de vingt-cinq pieds et six pouces de front par quarante-trois pieds et neuf pouces de profondeur, avec maison en brique et autres bâtisses dessus

the official plan and in the book of reference of said parish, with house and all other buildings thereon erected, containing three acres in width by a depth of thirty four acres, bounded in front by the old Chambly Road, in the rear by the line of the parish, on one side by a public road leading to Saint Bruno, and on the other side by the farm of Antoine Tremblay or representatives."

The herein above immovable will be put up to auction and adjuged to the last and highest bidder, on the twenty seventh day of December, 1916, at 10.30 A. M., sitting the Court, in the Court Room, No. 31 of Montreal Court House, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the prothonotary's office of said Court, and any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said Court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication, and any oppositions for payment must be filed within six days next to the adjudication, and failing to file their oppositions within the delays hereby given, the parties will be foreclosed from the right of so doing.

The purchaser of the said immovable will have to pay, at the moment of the adjudication the sum of \$1000.00 on account of his purchase price, and the balance within thirty (30) days of the adjudication.

The purchaser shall also have to pay the contracts, the copies and registration thereof.

SOL ELIASOPH,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 22nd November, 1916. 6250—47-2

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, dated the 4th November, 1916, in a cause No 470, wherein Dame Marie Julie Deliska Tassé, wife common as to property by marriage contract of Samuel Cousineau, joiner, and the latter a party hereto both personally and as head of the community existing between him and his said wife, and to authorized his wife, of the city and district of Montreal, are Plaintiffs; and Gustave Tassé, commercial traveler, Horace Tassé, insurance broker, both of the city and district of Montreal; Dame Marie Emma Tassé, widow of Achille Defoy, Miss Eugénie Tassé, spinster, both of Sault au Récollet, district of Montreal; Dame Marie-Louise Tassé, wife common as to property of Louis Duchêne, laborer, the latter a party hereto both personally and as head of the community existing between him and his said wife, and to authorize his wife, of the city and district of Montreal; Dame Albertine Tassé, wife separated as to property by marriage contract of François McKenzie, civic employee, the latter a party hereto to authorize his said wife, of the city and district of Montreal; Eugène Tassé, gentleman, of the city of Montreal; Horace Tassé, insurance broker, Gustave Tassé, commercial traveler and Ernest Marceau, civil engineer, Edouard Painchaud, merchant, all four in their capacity of testamentary executors to the estate of the late Dame Rose de Lima Painchaud, of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Vitre street, containing twenty five feet and six inches in front by forty three feet and nine inches in depth, with a brick house and other buildings thereon erected,

construites, tel lot portant le No 72 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal;

Une lisière de terre de quatre pieds de largeur par quarante-trois pieds et trois pouces de profondeur, faisant front sur la rue Vitre, en la cité de Montréal, immédiatement adjacente et contigue au lot ou terrain ci-dessus côté nord-ouest, à prendre et détacher de l'extrémité nord-est des lots Nos 70 et 71 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, avec bâtisses; ces deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZE JANVIER mil neuf cent dix-sept, cour tenante, à DIX HEURES TRENTE du matin, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

COUSINEAU & LACASSE,
Avocats.

Montréal, 14 novembre 1916. 6099—46-2

said lot bearing the No. 72 of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal.

That certain strip of land of four feet in width by forty three feet and three inches in depth, fronting on Vitre street, in the city of Montreal, immediately adjacent and contiguous to the above described lot of land, north west side thereof, to be taken out of and detached from lots Nos. 70 and 71 of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, without buildings, the above lot and strip of land forming one single plot of land.

The hereinabove described immovables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and seventeen, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court Room, of the Montreal Court House, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the Prothonotary's office of said Court; and any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said Court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication, and any oppositions for payment must be filed within six days next to the adjudication and failing to file their oppositions within the delays hereby given, the parties will be foreclosed from the right of so doing.

COUSINEAU & LACASSE,
Attorneys.

Montreal, 14th November, 1916. 6100—46-2

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME ROSALIE
No 245. } L'ANGELIER, De-
manderesse; contre DAME ANNETTE GEN-
DRON ET VIR, Défendeurs.

Comme appartenant à la défenderesse:

Le lot de terre connu comme étant le lot cadastral cent quatre-vingt-trois (183), du cadastre du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, MARDI, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, ce 17 novembre 1916.

6191—47-2

[Première publication, 25 novembre 1916.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME ROSALIE LAN-
No. 245. } GELIER, Plaintiff;
against DAME ANNETTE GENDRON ET
VIR, Defendants.

As belonging to the defendant Annette Gendron:

The lot of land known as being lot number one hundred and eighty three, of the official plan and book of reference of the village of Kingsville, now the city of Thetford Mines—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 17th November, 1916.

6192—47-2

[First published, 25th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } LOUIS MORIN, avocat,
No 408. } de Saint-Joseph, Deman-
deur; contre JOSEPH GILBERT, fils de
France, de Sainte Aurélie, Défendeur.

Une terre de deux arpents de largeur environ, à prendre sur le côté ouest du lot numéro vingt-deux (22), du cadastre officiel fait pour le rang neuf du canton de Metgermette-Nord, comté de Beauce; bornée, à l'est, par Arthur Vachon, propriétaire de l'autre partie du dit lot, à l'ouest, au lot numéro vingt-un (21), circonstances et dépendances, avec la coupe de tout le bois qu'il y a sur la dite terre, moins 50 billots réservés en faveur d'Achille Vachon, la dite terre étant le reste, en largeur, du lot, déduction faite des deux arpents et demi, appartenant au dit Arthur Vachon, la dite terre ayant pour profondeur la profondeur du lot.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, à Beauceville, le VINGT-SEPT DECEMBRE prochain, 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 21 novembre 1916.
6231—47-2

[Première publication, 25 novembre 1916.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } LOUIS MORIN, advocate,
No. 408. } of Saint Joseph, Plaintiff;
against JOSEPH GILBERT, son of France, of
Sainte Aurélie, Defendant

That certain land of about two arpents in width, to be taken from the west side of lot number twenty two (22), of the official cadastre made for the ninth range of the township of North Metgermette, county of Beauce, bounded on the east, by Arthur Vachon, owner of the other part of said lot, on the west by lot number twenty one (21), circumstances and dependencies, with the whole cut of timber on said land, less 50 logs reserved in favor of Achille Vachon, the said land being the remaining width of said lot, deduction made of the two arpents and one half belonging to said Arthur Vachon, the said land being the depth of the lot.

To be sold at the Registry office of the county of Beauce, at Beauceville, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 21st November, 1916.
6232—47-2

[First published, 25th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } ALPHONSE GER-
No 59. } VAIS, Deman-
deur; contre les terres et tenements de HORMIS-
DAS C. DANDURAND ET AL., en leur qualité
d'exécuteurs testamentaires de la succession de
feue Dame Elizabeth Lay, en son vivant, de la
dite ville de Saint-Jean, district d'Iberville,
épouse séparée de biens judiciairement du dit
Hormisdas C. Dandurand.

Un lopin de terre situé au coin nord-ouest de la rue Champlain et de la Place du Marché, en la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, étant connu aux plans et livre de renvoi officiel de la dite ville de Saint-Jean, district d'Iberville, sous les numéros cent trente-sept et cent quarante-trois (137 et 143)—avec les bâtisses dessus construites et un passage mitoyen dans la ligne nord du lot No cent quarante-trois (143), pris tant sur le lot cent quarante-trois (143) que sur le lot cent quarante-quatre (144); ainsi que la partie de la bâtisse qui se trouve au-dessus du dit passage mitoyen, la dite partie de bâtisse faisant partie de la construction élevée sur le numéro cent-quarante-trois (143), et appartenant exclusivement aux dits défendeurs, en leur dite qualité d'exécuteurs testamentaires.

Suivant jugement de Alphonse Morin, proto-

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } ALPHONSE F. GER-
No. 59. } VAIS, Plaintiff;
against the lands and tenements of HORMIS-
DAS C. DANDURAND ET AL., in their capacity
of testamentary executors of the estate of the late
Elizabeth Lay, in her lifetime, of the town of
Saint Johns, district of Iberville, wife separated
judicially as to property of said Hormisdas C.
Dandurand.

A piece of land situate at the north west corner of Champlain street and Place du Marché, in the town of Saint Johns, district of Iberville, known on the official plan and book of reference of said town of Saint Johns, district of Iberville, under numbers one-hundred and thirty seven and one hundred and forty three (137 & 143)—with the buildings thereon erected and a common right-of-way in the north line of number one hundred and forty three (143), taken as much on number one hundred and forty three (143) as on number one hundred and forty four (144); as well as the part of the building being above the said common right of way, said part of building being part of the construction erected on number one hundred and forty three (143), and the exclusive property of the defendants in their said capacity.

This piece of land and constructions thereon

notaire de la Cour Supérieure du district d'Iberville, sous l'autorité de l'article 33 C. P., en l'absence du juge du chef-lieu, en date du 31 octobre 1916, ce lopin de terre et les bâtisses dessus construites tel que ci-dessus décrit, seront vendus en bloc comme ne formant qu'une même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le CINQUIEME jour de DECEMBRE, 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

ARTHUR LASNIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 31 octobre 1916. 5879—44-2
[Première publication, 4 novembre 1916.]

erected, as described hereabove, will be sold *en bloc* and as forming a single plot of land, pursuant to a judgment of Alphonse Morin, prothonotary of the Superior Court of the district of Iberville, under the authority of art. 33 C.P., in the absence of the Judge from the Chef-lieu, of date 31st October, 1916.

To be sold at my office, in the Court House, in the said town of Saint Johns, on the FIFTH of DECEMBER, 1916, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 31st October, 1916. 5880—44-2
[First published, 4th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour supérieure.—District de Joliette.

Province de Québec.

Joliette, à savoir:) DAME M. A. BEAU-
No 7325.) DOIN, Requérante; vs
ADELARD FILIATRAULT, Failli, et S. A.
LAVALLEE, Curateur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-six (90-6) de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-dix des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, mesurant quarante-cinq pieds de front par quatre-vingt-sept pieds et trois quarts de profondeur, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise quant à la profondeur—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Joliette, MARDI, le CINQUIEME jour de DECEMBRE, mil neuf cent seize, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif, Shérif.
District de Joliette, 31 octobre 1916. 5901
[Première publication, 4 novembre 1916.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT

Superior Court.—District of Joliette.

Province of Québec.

Joliette, to wit:) DAME M. A. BEAUDOIN,
No. 7325.) Petitioner; vs ADE-
LARD FILIATRAULT, Insolvent; and S. A.
LAVALLEE, Curator.

A lot of land known and designated under the number ninety-six (90-6) of the subdivision of lot number ninety of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette, measuring forty five feet in front by eighty seven and three quarter feet in depth, english measurement, without warranty of exact measurement on the depth—with buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's office, in Joliette, on TUESDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1916, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's office, Sheriff.
District of Joliette, 31st October, 1916. 5902
[First published, 4th November, 1916.]

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) ULRIC JACQUES, mé-
No 2396.) decin, de la ville de
Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe,
Demandeur; vs JEAN CAYEN, des cité et dist-
rict de Montréal, Défendeur, et HORMIDAS
ST. AMAND, comptable des cité et district
de Montréal, Curateur au délaissement.

Quatre lots de terre sis et situés en la cité d'Outremont district de Montréal, ayant fronts sur l'Avenue Davaar connus et désignés, sous les numéros quatre cent soixante-seize (476), quatre cent soixante-dix-sept (477), quatre cent soixante-dix-huit (478) et quatre cent soixante-dix-neuf

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) ULRIC JACQUES, phy-
No. 2396.) sician, of the town of
Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe,
Plaintiff; vs JEAN CAYEN, of the city and dis-
trict of Montreal, Defendant; and HORMIDAS
ST. AMAND, accountant of the city and district
of Montreal, Curator of the surrender.

Four lots of land being and situate in the city of Outremont, district of Montreal, fronting on Davaar Avenue, known and designated under the numbers four hundred and seventy six (476), four hundred and seventy seven (477), four hundred and seventy eight (478) and four hundred and

(479), de la subdivision officielle du lot numéro trente-huit (38-476-477-478 et 479), des plan et livre de renvois officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant chacun, 25 pieds de largeur, par 102 pieds de profondeur mesure anglaise plus ou moins, sans bâtisses, avec droit en commun avec tous les autres y ayant droit dans la ruelle en arrière des dits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 22 novembre 1916. 6263—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GUILLAUME WIL-
No 2347. } LEMS, Demandeur;
contre FERDINAND FONTAINE, Défendeur.

1. Un emplacement dans la cité d'Outremont, composé du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot numéro trente-cinq et du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot numéro trente-cinq (35-187-1 et 35-186-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal avec une bâtisse à trois logements, portant les numéros impairs 873 à 877 de la rue Champagneur circonstances et dépendances.

2. Un emplacement situé au même lieu, connu comme étant le lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot numéro trente-cinq (35-187-2), aux mêmes plan et livre de renvoi officiels — avec une bâtisse à trois logements, portant les numéros impairs 879 à 883 de la dite rue Champagneur, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 novembre 1916. 6265—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES
No 4262. } D'ECOLE pour la
municipalité de la ville de Saint-Paul, à Montréal,
corporation légalement constituée ayant sa
principale place d'affaires à Montréal, district de
Montréal, Demandeurs; vs ADELARD MAR-
TEL, Défendeur.

1. Une partie de lot situé en la cité de Montréal, quartier Saint-Paul, (actuellement quartier Saint-Gabriel), connu et désigné comme étant le numéro 88 de la subdivision officielle du lot numéro 392 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant 44 pieds de front par 55 pieds de profondeur, plus ou moins et mesure anglaise; bornée au front par la partie du même lot faisant maintenant partie de la rue Saint-Emile, en arrière par partie de la partie ci-après décrite, du lot quatre-vingt-six de la même subdivision, d'un côté par la rue Hadley et de l'autre côté par la partie décrite du lot 87 de la même subdivision.

2. Un lot de terre situé au même endroit,

seventy nine (479) of the official subdivision of lot number thirty eight (38-476-477-478 and 479) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, each containing 25 feet in width by 102 feet in depth, english measurements more or less—without buildings, with right in common with all the others having right thereto in the lane in the rear of the said lots.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 22nd November, 1916. 6264—47-2
[First published, 25th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GUILLAUME WILLEMS,
No. 2347. } Plaintiff; against FER-
DINAND FONTAINE, Defendant.

1. An emplacement in the city of Outremont, composed of lot number one of the resubdivision of lot number one hundred and eighty seven of the subdivision of the lot number thirty five and of the lot number two of the resubdivision of lot number one hundred and eighty six of the subdivision of lot number thirty five (35-187-1 and 35-186-2) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with a three dwelling building bearing the odd numbers 873 to 877 of Champagneur street, circumstances and dependencies.

2. An emplacement situate at the same place, known as being lot number two of the resubdivision of lot number one hundred and eighty seven of the subdivision of lot number thirty five (35-187-2) on the same official plan and book of reference—with a three dwelling building bearing the odd numbers 879 to 883 of the said Champagneur street, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 22nd November, 1916. 6266—47-2
[First published, 25th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COMMIS-
No. 4262. } SIONERS for the mu-
nicipality of the town of Saint Paul, in Montreal,
a corporation legally constituted with its principal
place of business in Montreal, district of Montreal
Plaintiffs; vs ADELARD MARTEL, Defendant.

1. A part of lot situate in the city of Montreal, Saint Paul ward (presently Saint Gabriel ward), known and designated as being the number 88 of the official subdivision of lot number 3929 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing 44 feet in front by 55 feet in depth, more or less and english measurement, bounded in front by the part of the same lot now forming part of Saint Emile street, in the rear by part of the portion hereinafter described of the lot eighty six of the same subdivision, on one side by Hadley street, and on the other side by the part described of lot 87 of the same subdivision.

2. A lot of land situate in the same place,

connu et désigné comme étant partie du lot No 87 de la subdivision officielle du lot No 3929 du dit cadastre, contenant 30 pieds de front par cinquante-cinq pieds de profondeur, borné en front par la partie du même lot y faisant partie de la rue Saint-Emile, en arrière par partie de la partie ci-après décrite de la dite subdivision 86 du même lot, d'un côté par la partie ci-dessus décrite du dit lot No 88 de la dite subdivision et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 87.

3. Une lisière de terre étant la juste moitié sud-ouest d'un lot de terre situé à même endroit, connu et désigné sous le numéro 86 de la subdivision officielle du dit lot No 3929 du dit cadastre, contenant 10 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée en front par la rue Hadley, en arrière par le lot No 80 de la dite subdivision, d'un côté par les parties ci-dessus décrites des dits lots Nos 87, 88 et de l'autre côté par l'autre moitié du dit lot No 86.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 21 novembre 1916. 6267—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OMER DESERRES,
No 1012. } Demandeur; contre
JOSEPH BESNER, Défendeur.

Un lot de terre situé à Montréal, sur la rue Désery, connu et désigné comme étant le lot quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-trois (53-96), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 21 novembre 1916. 6269—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS ACHILLE CUS-
No 2346. } SON ET AL., Deman-
deurs; vs ALDERIC CHAGNON, Défendeur.

Le 1-15 indivis d'un lot de terre ayant front sur la rue du Parc Lafontaine, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 131, de la subdivision du lot originaire No 1211, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—et des bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 21 novembre 1916. 6271—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

known and designated as being part of lot number 87 of the official subdivision of lot No. 3929 of the said cadastre, containing 39 feet in front by fifty five feet in depth, bounded in front by the part of the same lot of Saint Emile street, forming part of it, in the rear by part of the portion herein-after described of the said subdivision 86 of the same lot, on one side by the part hereabove described of the said lot No. 88 of the said subdivision, and on the other side by the residue of the said lot No. 87.

3. A strip of land being the exact southwest half of a lot of land situate in the same place, known and designated under the number 86 of the official subdivision of the said lot No. 3929 of the said cadastre, containing 10 feet in width by 80 feet in depth, english measurement, bounded in front by Hadley street, in the rear by the lot No. 80 of the said subdivision, on one side by the parts hereabove described of the said lots Nos. 87, 88 and on the other side by the other half of the said lot No. 86.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of DECEMBER next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff,

Montreal, 21st November, 1916. 6268—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OMER DESERRES, Plain-
No. 1012. } tiff; against JOSEPH
BESNER, Defendant.

That certain lot of land situate at Montreal, on Desery street, known and designated as being official subdivision lot ninety six of lot number fifty three (53-93), on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff,

Montreal, 21st November, 1916. 6270—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS ACHILLE CUS-
No. 2346. } SON ET AL., Plaintiffs;
vs ALDERIC CHAGNON, Defendant.

The undivided 1-15 part of a lot of land fronting on Lafontaine Park street, in the city of Montreal, known and designated as being the subdivision lot No. 131 of original lot No. 1211 on the official plan and book of reference of Saint James ward—and of the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff,

Montreal, 21st November, 1916. 6272—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ISRAEL LEMAY**, De-
No 4131. } mandeur; vs **J. A. LA-
FLAMME**, Défendeur.

Un lot de terre situé au coin nord-ouest des rues Vinet et Williams alias Sainte-Cunégonde, en la cité de Montréal, contenant cent dix pieds sur la rue Vinet et soixante-cinq pieds sur la rue Williams, mesure anglaise et plus ou moins, le plus ou moins sur la rue Williams, étant au profit où à la perte de l'acquéreur, et composé des lots connus et désignés sous les numéros deux mille quatre cent treize et deux mille quatre cent quatorze (2413-2414), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec deux maisons en bois, lambrisées en brique, dont l'une porte les numéros civiques huit à quinze inclusivement de la rue Sainte-Cunégonde alias Williams et l'autre les numéros civiques quarante et quarante-quatre inclusivement de la rue Vinet, ces deux lots formant l'angle des rues Vinet et Sainte-Cunégonde, et autres bâties dessus érigées et avec droit de vue et de passage dans la ruelle située en arrière du dit terrain, telle ruelle étant connue sous le nom de ruelle Fabien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 21 novembre 1916. 6273—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST & LOAN**
No 1331. } **COMPANY OF**
CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **CAROLUS FORTIER**, Défendeur, mais actuellement entre les mains de Louis Antonio Bédard, curateur au délaissement.

1. Le lot de terre situé sur le côté nord-est de la rue Brown, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 2018 de la subdivision du lot originaire No 148, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâties dessus construites, et avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, nommément, le droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit.

2. Le lot de terre située sur le côté nord-est de la rue Brown, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 2019 de la subdivision du lot originaire No 148 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâties dessus construites, et avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, nommément le droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec d'autres y ayant droit.

3. Le lot de terre situé sur le côté nord-est de la rue Brown, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 2020 de la subdivision du lot originaire No 148, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâties dessus construites et avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, nommément le droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec d'autres, y ayant droit.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ISRAEL LEMAY**, Plaintiff;
No. 4131. } vs **J. A. LAFLAMME**,
Defendant.

That certain lot of land situate at the north west corner of Vinet and Williams alias Sainte Cunégonde streets, in the city of Montreal, measuring one hundred and ten feet on Vinet street and seventy five feet on Williams street, english measure and more or less, the more or less to be to the profit or loss of the purchaser, and composed of the lots known and designated under numbers two thousand four hundred and thirteen and two thousand four hundred and fourteen (2413 and 2414), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with two wood frame and brick houses, one of which bears civic numbers eight to fifteen inclusively in Williams, alias Sainte Cunégonde, street, and the other the civic numbers forty and forty four inclusively in Vinet street, the above the lots forming the angle of Vinet and Sainte Cunégonde streets, and other buildings thereon erected and a right of sight and of way in the lane in rear of said land, such lane bearing the name of Fabien Lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 21st November, 1916. 6274—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**
No. 1331. } **COMPANY OF**
CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **CAROLUS FORTIER**, Defendant, but now in the hands of Louis Antonio Bédard, curator, to the surrender of made herein.

1. That certain lot of land situate on the north east side of Brown street, in the city of Montreal, known and designated under No 2018 of the subdivision of original lot No. 148, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected and all the active and passive servitudes attached thereto, especially the right of way in the lane in rear in common with others having rights therein.

2. That certain lot of land situate on the north east side of Brown street, in the city of Montreal, known and designated under No. 2019 of the subdivision of original lot No. 148, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with all the buildings thereon erected, and with the active and passive servitudes attached thereto, especially a right of way in the lane in rear in common with others having rights therein.

3. That certain lot of land situate on the north east side of Brown street, in the city of Montreal, known and designated under No. 2020 of the subdivision of original lot No. 148, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga,—with the buildings thereon erected and all the active and passive servitudes attached thereto, especially a right of way in the lane in rear, in common with others having rights therein.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 21 novembre 1916. 6275—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) ZEPHIRIN MAY-
No. 1679.) Z RAND, notaire, De-
mandeur; vs MAURICE TEACH, DAME
MALIKA ESCOFF, veuve de Jack Lackman,
ELIAS M. MOSCOVITCH ET NATHAN
MARCUS, tous des cité et district de Montréal,
Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux défendeurs conjointement et solidairement.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent cinquante-deux sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec une maison en brique contenant quatre logements et aussi une autre maison en bois, lambrissée en brique, et les dépendances y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 21 novembre 1916. 6277—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) JEAN PIERRE ROUSE,
No. 2304.) ET AL, ET DAME
MARIE LUCIE ADONILDA LAVOIE, tant
personnellement et ès-qualité, Demandeurs; contre les terres et tènements de EDMOND TREMBLAY, mais se trouvant actuellement entre les mains de Téléphore Dépatie, curateur au délaissement.

1. Cinq terrains ou emplacements situés dans le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, ayant front sur la rue projetée sous le nom de Avenue Maplewood, connus et désignés respectivement comme étant les lots numéros deux cent soixante-quinze, deux cent soixante-seize, trois cent trente-deux, trois cent trente-trois et trois cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente (Nos 130-275, 276, 332, 333 et 334), sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisse.

2. Chacun des lots ci-dessus sera vendu à charge de ne pouvoir ériger sur les dits terrains aucune bâtisses, ayant moins ni plus de deux étages ni plus de deux logis; ces bâtisses devront avoir une apparence convenable, être en pierre ou brique ou lambrissées en pierre ou brique; les maisons devront être détachées ou semi-détachées, à au moins six pieds de l'une des lignes latérales de séparation du lot, à vingt-cinq pieds de la ligne de la rue Maplewood, projetée et la ligne extérieure des balcons, bay-windows ou autres parties de telles maisons devant être située à au moins dix pieds de la ligne de toute autre rue. Les escaliers extérieurs de façade et de

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 21st November, 1916. 6276—47-2
[First published, 25th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) ZEPHIRIN MAY-
No. 1679.) Z RAND, notary, Plain-
tiff; vs MAURICE TEACH, DAME MALIKA
ESCOFF, widow of Jack Lackman, ELIAS M.
MOSCOVITCH AND NATHAN MARCUS, all
of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the defendants, jointly and severally:

That certain emplacement fronting on Saint Dominique street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot eight hundred and fifty two on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward—with a brick house of four dwellings and another wood frame and brick house and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 21st November, 1916. 6278—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) JEAN PIERRE ROUSE,
No. 2304.) ET AL, AND DAME
MARIE LUCIE ADONILDA LAVOIE, both
personally and ès-qualité, Plaintiff's; against the lands and tenements of EDMOND TREMBLAY, but now in the hands of Téléphore Dépatie, curator to the surrender made herein.

1. Five lots of land or emplacements situate in Mont-Royal ward, of the city of Montreal, fronting on a projected street, to be known under the name of Maplewood Avenue, known and designated respectively as being the lots numbers two hundred and seventy five, two hundred and seventy six, three hundred and thirty two, three hundred and thirty three and three hundred and thirty four of the official subdivision of original lot number one hundred and thirty (Nos. 130-275, 276, 332, 333 and 334), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges, without buildings;

2. Each of the above lots to be sold under the condition that no house of over and under two-stories in height and of more than two dwellings be erected upon said lots or emplacements, such buildings must have a suitable appearance, be of stone or brick or stone or brick encased and detached or semi-detached, and no less than six feet distant from the lateral division lines of the lots, twenty five distant from the line of the projected Maplewood Avenue, and the outside line of balconies, bay-windows and other parts of such houses to be no less than ten feet distant from other streets outside front and side stairs exceeding six steps are prohibited, and so are

côté de plus de six marches sont prohibés, de même que les maisons de commerce et les maisons à appartements.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 21 novembre 1916. 6279—47-2

[Première publication, 25 novembre 1916.]

business and apartment houses.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock, NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 21st November, 1916. 6280—47-2

[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A** MEDEE LEMIRE,
No 2271. } Demandeur; vs STANISLAS ROCHON, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Outremont, en la ville d'Outremont, contenant trente-trois pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et une superficie de trois mille trois cent pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins —avec la bâtisse portant le numéro 470 Avenue Outremont y érigée, le dit emplacement étant composé de:

(A) Subdivision quatre cent trente-neuf des subdivisions officielles du lot numéro trente-cinq de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-neuf pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

(B) La partie sud-est de la subdivision quatre cent quarante des subdivisions officielles du dit lot numéro trente-cinq au dit plan contenant quatre pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, la dite partie étant bornée au nord-est par l'Avenue Outremont, au sud-ouest par la subdivision trente-neuf du lot numéro trente-six au dit plan, au sud-est par la dite subdivision quatre cent trente-neuf et au nord-ouest par le résidu de la dite subdivision quatre cent quarante.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de décembre prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 22 novembre 1916. 6281—47-2

[Première publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A** MEDEE LEMIRE,
No. 2271. } Plaintiff; vs STANISLAS ROCHON, Defendant.

That certain emplacement fronting on Outremont Avenue, in the town of Outremont, containing thirty three feet in width by one hundred feet in depth, and three thousand three hundred square feet in superficies, english, measure and more or less—with the building bearing number 470 in Outremont Avenue erected thereon, said emplacement composed of:

(A) Subdivision four hundred and thirty nine of the official subdivision of lot number thirty five of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty nine feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less.

(B) The south east part of subdivision four hundred and forty of the official subdivision of said lot number thirty five on said plan, containing four feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less, the said part being bounded on the north east by Outremont Avenue, on the south west by subdivision thirty nine of lot number thirty six on said plan, on the south east by said subdivision four hundred and thirty nine and on the north west by the residue of said subdivision four hundred and forty.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 22nd November, 1916. 6282—47-2

[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **P**HILOMENE GRAT-
No 1073. } TON, veuve de Claude Melançon; Pierre Chrysologue Lacasse, notaire et Edouard Melançon, comptable, tous de la cité de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de Claude Melançon. Demandeurs; vs LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE D'IMMEUBLES, LIMITEE, corporation ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, Défenderesse.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, au fief Tremblay, contenant 3 arpents de front sur 20 arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et étant le lot de terre connu sous le No 42, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, tenant au sud-est au chemin public, au bout nord-ouest au No officiel 39, du côté nord-est aux lots officiels

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **P**HILOMENE GRAT-
No. 1073. } TON, widow of Claude Melançon; Pierre Chrysologue Lacasse, notary, and Edouard Melançon, accountant, all of the city of Montreal, in their capacity of testamentary executors to and administrators of the estate of Claude Melançon Plaintiffs; vs LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE D'IMMEUBLES, LIMITEE, a body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business in the city of Montreal, Defendant.

That certain farm situate in the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, at fief Tremblay, containing 3 arpents in front by 20 arpents in depth, the whole more or less, and being the lot of land known under No. 42, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, in the county of Chambly, bounded on the south east by the public road, on the north west end by the official No. 39, on the

43 et 44 et de l'autre côté au lot No officiel 41—et dépendances.

2. Une terre située en la même paroisse, au 4ème rang,, contenant 3 arpents de front par 20 arpents de profondeur, plus ou moins, étant la juste moitié nord-est du lot No 41, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil; tenant en front au chemin public du dit rang, en profondeur au lot No officiel 39, d'un côté au nord est au lot No officiel 42, et de l'autre côté à l'autre partie du dit lot No officiel 41—et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, le VINGT-HUITIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Ces deux lots sont vendus "en bloc", suivant jugement de l'honorable juge Allard en date du 10 novembre 1916.

Suivant le même jugement, un dépôt de \$328.49 sera exigé de tout enchérisseur avant de recevoir son enchère.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 21 novembre 1916. 6283—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE STANDARD**
No 1545. } **LIFE ASSU-**
RANCE COMPANY, corps politique et incor-
poré, légalement constitué par une loi du Par-
lement Impérial, ayant son bureau-chef à Edim-
bourg, en Ecosse, et sa principale place d'affaires
pour la province de Québec, dans les cité et dis-
trict de Montréal, demanderesse vs George
Barbey, défendeur.

Ce lopin de terre situé rue Sherbrooke, en la cité de Montréal, étant la partie sud-ouest du lot connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, Montréal, comme étant le lot numéro dix sept cent quatorze (1714), mesurant vingt-six pieds de largeur en front, vingt cinq pieds neuf pouces de largeur en arrière, par cent vingt pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Sherbrooke, en arrière par une ruelle; du côté nord-est par une autre partie du lot sept cent quatorze, et de l'autre côté par la partie nord-est du lot numéro sept cent quatorze A,—avec une résidence en pierre de taille et les dépendances dessus construites, et droit de passage dans et sur ladite ruelle en arrière en commun avec les propriétaires et occupants des lieux adjacents.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif.

Montréal, 22 novembre 1916. 6285—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL**
No 599. } **LOAN & MORT-**
GAGE COMPANY, corporation légale ayant
ses bureau-chef et principale place d'affaires dans
les cité et district de Montréal, Demanderesse;
vs les terres et héritages de GEORGIANA CON-

north east side by official lots Nos. 43 and 44 and on the other side by official lot No. 41—with dependencies.

2. That other farm situate in the same parish at the 4th range, containing 3 arpents in front by 20 arpents in depth, more or less, being the exact north east half of lot No. 41, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil; bounded in front by the public road of said range in rear by official lot No. 39, on the north east side by official lot No. 42 and on the other side by the other part of said official lot No. 11—with dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, on the TWENTY EIGHT day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The above two lots to be sold "en bloc" pursuant to a judgment of the Honourable Justice Allard dated the 10th November, 1916.

Under same judgment a deposit of \$378.49 shall be exacted from each and every bidder with his first bid.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 21st November, 1916. 6284—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE STANDARD LIFE**
No. 1545. } **ASSURANCE COM-**
PANY, a body politic and corporate duly incor-
porated by act of the Imperial Parliament,
having its head office in Edimburg, in Scotland,
and its chief place of business for the Province
of Quebec, in the city and district of Montreal,
Plaintiff, vs GEORGE BARBEY, defendant.

That certain piece or parcel of land situate on Sherbrooke street in the city of Montreal, being the south west portion or part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference of Saint Antoine ward, Mon-
treal, as lot number seventeen hundred and fourteen (1714), containing twenty six feet in width in front, twenty five feet nine inches in width in rear by one hundred and twenty feet six inches in depth, english measure; bounded in front by Sherbrooke street, in rear by a lane, on the north east side by another part of lot seventeen hundred and fourteen, and on the other side by the north east part of lot number seventeen hundred and fourteen A, with the out stone dwelling house and out-buildings thereon erected, together with the right of way in, to, over and upon the said lane in rear in common with the owners and occupiers of the adjoining premises.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

The Sheriff,

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's Office.

Montreal, 22nd November, 1916. 6286—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL**
No. 599. } **LOAN & MORT-**
GAGE COMPANY, a body politic and corporate
having its head office and principal place of
business at the city and district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of

NOLLY, épouse séparée de biens de Joseph Antoine Iréné Amyot, dûment autorisée *et al*, ès-qualité, Défendeurs, mais actuellement en la détention de Téléphore Dépatie, curateur au délaissement.

Une emplacement sis et situé sur la rue Notre-Dame-Ouest, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision de lot numéro deux cent huit sur le plan de subdivision dûment fait et produit du lot numéro mil sept cent quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant le dit emplacement vingt-cinq pieds en largeur et cent pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec tous et aucun des droits s'y rattachant, et les bâtisses dessus construites connues sous les numéros civiques 2464, 2466, 2468 de la dite rue Notre-Dame-Ouest, avec droit de passage dans la ruelle en commun avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 21 novembre 1916. 6287—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

GEORGIANA CONNOLLY, wife separate as to property of Joseph Antoine Iréné Amyot, and by the said J. A. I. Amyot duly authorized, *et al*, ès-qual., Defendants, but now in the hands of Téléphore Dépatie, curator to the délaissement.

A certain emplacement being and situated on Notre Dame street west, in the city of Montreal, known and designated as being lot subdivision number two hundred and eight, on the subdivision plan duly made and fyled of lot number one thousand seven hundred and four, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing said emplacement a width of twenty five feet and a depth of one hundred feet, english measure and more or less together with all and every the rights thereto belonging, and with the buildings thereon erected, known as civic numbers 2464, 2466, 2468 in said Notre Dame street west,—with the right of passage in the lane in rear in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,
Montreal, 21st November, 1916. 6288—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) ONESIME DAGENAIS,
No 3206.) bourgeois de la paroisse de Saint-Elzéar de Laval, dans le district de Montréal, Demandeur; vs MEDERIC BETOURNAY et RODRIGUE BETOURNAY, tous deux des cité et district de Montréal, conjointement et solidairement, Défendeurs.

1. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal, borné en front par la rue Duquesne connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 510 du lot originaire No 29, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec toutes les bâtisses dessus construites, appartenant au dit Rodrigue Bétournay;

2. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal, borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 511 du lot originaire No 29 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, appartenant au dit Rodrigue Bétournay;

3. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal, borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 550 du lot originaire No 29 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, appartenant au dit Médéric Bétournay;

4. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal, borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 551 du lot originaire No 29 des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe dans le comté d'Hochelaga—avec toutes les bâtisses dessus construites, appartenant au dit Médéric Bétournay;

Pour être vendus à mon bureau en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) ONESIME DAGENAIS,
No. 3206.) bourgeois, of the parish of Saint Elzéar de Laval, in the district of Montreal, Plaintiff; vs MEDERIC BETOURNAY and RODRIGUE BETOURNAY, both of the city and district of Montreal, jointly and severally, Defendants.

1. A parcel of land situate in the city of Montreal, bounded in front by Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 510 of the primitive lot No. 29, of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with all the buildings thereon erected belonging to the said Rodrigue Bétournay;

2. A parcel of land situate in the city of Montreal, bounded in front by Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 511 of the primitive lot No. 29, of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected belonging to Rodrigue Bétournay;

3. A parcel of land situate in the city of Montreal, bounded in front by Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 550 of the primitive lot No. 29 of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with all the buildings thereon erected belonging to the said Médéric Bétournay;

4. A parcel of land situate in the city of Montreal, bounded in front by Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 551 of the primitive lot No. 29, of the said official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with all the buildings thereon erected, belonging to the said Médéric Bétournay.

To be sold at my office in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de on the TWENTY NINTH day of DECEMBER
DECEMBRE prochain, à TROIS heures de next, at THREE o'clock in the afternoon.
l'après-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 22 novembre 1916. 6289—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **DAME ALIDA RIVE-**
No 1852.) **RIN**, veuve de feu
Eusèbe Laliberté, Demanderesse; vs **DAVIS**
DECKER, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le quartier
Saint-Henri de la cité de Montréal, composé:

1. Des lots de terre connus et désignés sous
les numéros quatre, cinq et six de la subdivision
du lot de terre connu et désigné aux plan et livre
de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
de Montréal, sous le numéro trois cent quatre-
vingt-cinq (385-4, 5 et 6), contenant chacun des
dits lots vingt-cinq pieds de largeur en front, par
cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise,
plus ou moins;

2. D'une partie du lot numéro trois de la sus-
dite subdivision du dit lot trois cent quatre-
vingt-cinq (385-pt. 3), contenant la dite partie
huit pieds de largeur en front par une profondeur
de cent pieds, mesure anglaise, plus ou moins,
la dite partie bornée en front par la rue Saint-
Antoine, en arrière par une ruelle portant le
numéro 385-7, d'un côté par le numéro 385-4,
et de l'autre côté par le résidu du dit lot 385-3,
avec droits de passage en commun avec les autres
y ayant droit à la ruelle en arrière des dits lots
et dans les ruelles y attenant; le dit emplacement
formant le coin sud de la rue Saint-Antoine et
de l'Avenue Green—avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances, portant
les numéros civiques 696, 698, 700, 702, 704, 706,
708, 710 et 712 de la rue Saint-Antoine, et 542,
544, 546 et 548 de l'Avenue Green.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SEPTIEME jour de DECEMBRE
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif,

Montréal, 31 octobre 1916. 5881—44-2
[Première publication, 4 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **GEORGES VINETTE**,
No 1194.) Demandeur; contre
OSCAR LATREILLE, Défendeur.

Les lots Nos 10 et 11 de la subdivision officielle
du lot No 2630 (2630-10 et 11), des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et les
lots Nos 225 et 226 de la subdivision officielle du
lot No 490 (490-225 et 226), des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet;
bornés en front par la rue Saint-Hubert—avec
bâtisses dessus érigées portant les numéros civi-
ques 3587, 3589, 3591, 3593, 3595, 3595a de la dite
rue Saint-Hubert. Les dits lots ne formant
qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SEPTIEME jour de DECEMBRE
prochain, à MIDI.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 octobre 1916. 5883—44-2
[Première publication 4 novembre 1916].

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 22nd November, 1916. 6290—47-2
[First published, 25th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **DAME ALIDA RIVE-**
No. 1852.) **RIN**, widow of the
late Eusèbe Laliberté, Plaintiff; vs **DAVIS**
DECKER, Defendant.

That certain emplacement lying and situate
in Saint Henri ward, of the city of Montreal,
and compose:

1. Of the lots of land known and designated
under subdivision numbers four, five and six of
that lot of land known and designated on the
official plan and book of reference of the muni-
cipality of the parish of Montreal, under number
three hundred and eighty five (385-4, 5 and 6),
each of the said lots measuring twenty five feet
in width in front by one hundred feet in depth,
the whole english measure and more or less;

2. Of a part of official subdivision lot number
three of said lot number three hundred and eighty
five (385-pt. 3), said part of lot measuring eight
feet in width in front by one hundred feet in
depth, english measure, more or less, and bounded
said part, in front by Saint Antoine street, in
rear by a lane bearing number 385-7, on one side
by number 385-4, and on the other side by the
residue of said 385-3, with right-of-ways, in
common with others having rights therein, in
the lane in rear of said lots and other adjacent
lanes; said emplacement forming the south
corner of Saint Antoine street and Green Avenue—
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies, bearing civic numbers 696,
698, 700, 702, 704, 706, 708, 710 and 712 in Saint
Antoine street and 542, 544, 546 and 548 in
Green Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SEVENTH day of DECEMBER next,
at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 31st October, 1916. 5882—44-2
[First published, 4th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **GEORGES VINETTE**,
No. 1194.) Plaintiff; against **OS-**
CAR LATREILLE, Defendant.

Official subdivision lots Nos. 10 and 11 of lot
No. 2630 (2630-10 and 11), of the official plan and
book of reference of the parish of Saint Laurent,
and official subdivision lots Nos. 225 and 226 of
lot No. 490 (490-225 and 226), of the official plan
and book of reference of the parish of Sault-au-
Récollet; bounded in front by Saint Hubert street
—with the buildings thereon erected bearing
civic numbers 3587, 3589, 3591, 3593, 3595,
3595a in said Saint Hubert street. Said lots
forming but one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SEVENTH day of DECEMBER next, at
TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 31st October, 1916. 5884—44-2
[First published, 4th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **MARTIN DEMERS**,
No 1488. Demandeur; vs **URGEL GUILBERT**, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans le quartier Laurier, sur l'alignement de la rue Sanguinet, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision dix-sept cent soixante-dix-sept du lot numéro officiel dix (No 10-1777), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant trente-deux pieds de front par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 octobre 1916. 5885—44-2
[Première publication, 4 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District d'Iberville.

Montréal, à savoir: **ALPHONSE GERVAIS**, bourgeois, de
No 2784. la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, Deman-

deur; vs **ALFRED CHARRON**, de la paroisse de Saint-Hubert, district de Montréal, Défendeur.

1. Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Hubert, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro trente et un (31), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert; borné en front par le chemin public (Chemin de Chambly), mesurant un arpent de front par un arpent de profondeur—avec maisons et autres bâtisses dessus construites;

2. Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Hubert, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro vingt-six (26), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dit district, contenant un arpent de largeur sur une profondeur d'environ vingt-sept arpents; borné comme suit: tenant au bout sud-ouest au numéro officiel vingt-sept (27), au bout nord-est au lot numéro officiel onze (11), d'un côté, au sud-est, un chemin de route, et de l'autre côté, au nord-ouest, au lot numéro officiel vingt-cinq (25), circonstances et dépendances—sans bâtisses;

3. Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Hubert, district de Montréal, mesurant un quart d'arpent de largeur par environ vingt-quatre arpents de profondeur étant partie du lot numéro quarante-six (46), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dit district; borné en front au chemin de péage, en profondeur à la décharge des Fresnes, d'un côté, au sud-est, à J.-Bte Marville, de l'autre côté, au nord-ouest, à François Robert.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu le cinquième jour d'octobre 1916, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 octobre 1916. 5887—44-2
[Première publication, 4 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **MARTIN DEMERS**,
No. 1488. Plaintiff; vs **URGEL GUILBERT**, Defendant.

That certain lot of land or emplacement situate in Laurier ward, fronting on Sanguinet street, in the city of Montreal, known and designated as being the subdivision seventeen hundred and seventy seven of official lot number ten (No. 10-1777), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, containing thirty two feet in front by seventy feet in depth, english measure, more or less, without warranty as to exact measurements—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 31st October, 1916. 5886—44-2
[First published, 4th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Iberville.

Montreal, to wit: **ALPHONSE GERVAIS**, gentleman, of
No. 2784. the town of Saint John's, district of Iberville, Plaintiff; vs **ALFRED CHARRON**, of the parish of Saint Hubert, district of Montreal, Defendant.

1. That certain emplacement lying and situate in the parish of Saint Hubert, district of Montreal, known and designated under the number thirty one (31), of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Hubert;

1. That certain emplacement lying and situate in the parish of Saint Hubert, district of Montreal, known and designated under the number thirty one (31), of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Hubert; bounded in front by the public highway (Chambly road), measuring one arpent in front by one arpent in depth—with the houses and other buildings thereon erected;

2. That certain lot of land lying and situate in the parish of Saint Hubert, district of Montreal, known and designated under number twenty six (26), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, said district, containing one arpent in width by about twenty seven arpents in depth; bounded as follows: at the south west end by lot official number twenty seven (27), at the north east end by lot official number eleven (11), on one side, to the south east, by a by-road, and on the other side, to the north west, by lot official number twenty five (25), circumstances and dependencies—without buildings.

3. That certain lot of land lying and situate in the parish of Saint Hubert, district of Montreal, measuring one quarter of one arpent in width by about twenty four arpents in depth, being part of the lot number forty six (46), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, said district; bounded in front by the turnpike road, in rear by the Fresnes discharge, on the south east side by J.-Bte Marville, and on the north west side by François Robert.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause, formerly announced to take place on the fifth day of October, 1916, will take place at the parochial church door of the parish of Saint Hubert, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 31st October, 1916. 5888—44-2
[First published, 4th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) JOSEPH ADHEMAR
No 3926.) BRIEN, médecin, Dem-
mandeur; vs GEDEON ROBERT, courtier,
Défendeur.

Un emplacement vacant ayant front sur la rue Outremont, dans la ville d'Outremont, mesurant trente pieds de largeur, par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et composé des lots suivants:

Le lot quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent un de la subdivision officielle du lot primitif numéro trente-cinq (35-401-4), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Le lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (35-400-4), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Le lot quatre de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-cinq (35-399-4), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Le tout ne formant qu'une seule et même exploitation—avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu le 16 mars 1916, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE 1916, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 31 octobre 1916. 5889—44-2
[Première publication 4 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) DAME PHILOMENE
No 3573.) LAURIN, des cité et
district de Montréal, veuve de Louis David, en
son vivant entrepreneur, du même lieu, Deman-
deresse; vs LES HERITIERS de feu Philéas
Germain, en son vivant menuisier, Défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Beau-lieu, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent vingt de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent vingt-neuf (2629-620), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant dix-huit cent soixante quinze pieds en superficie mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus construites et droit de passage dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX

Bureau du shérif.

Montréal, 31 octobre 1916. 5891—44-2
[Première publication, 4 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) MAURICE BESSETTE,
No 2116.) Demandeur; vs MOI-
SE CHARLES ALIAS HARRISON A. DEMERS,
Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Maisonneuve, ayant front sur la rue Lafontaine, composé:

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) JOSEPH ADHEMAR
No. 3926.) BRIEN, physician,
Plaintiff; vs GEDEON ROBERT, broker, Defen-
dant.

That certain vacant emplacement fronting on Outremont street, in the town of Outremont, measuring thirty feet in width by eighty eight feet in depth, english measure, more or less, and composed of the following lots:

Lot number four of the official subdivision of lot number four hundred and one of the official subdivision of lot original number thirty five (35-401-4), on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal.

Lot number four of the official subdivision of lot number four hundred of the official subdivision of said lot number thirty five (35-400-4), on said official plan and book of reference of the parish of Montreal.

Lot number four of the official subdivision of lot number three hundred and ninety nine of the official subdivision of said lot number thirty five (35-399-4), on said official plan and book of reference of the parish of Montreal.

The whole forming one single plot of land—with all circumstances and dependencies, active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immoveable.

Notice is hereby given that sale of the immoveables seized in the present cause formerly announced to take place on the 16th March, 1916; will take place at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of NOVEMBER 1916, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 31st October, 1916. 5890—44-2
[First published, 4th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) DAME PHILOMENE
No. 3573.) LAURIN, of the city
and district of Montreal, widow of Louis David, in his lifetime contractor, of the same place, Plaintiff; vs THE HEIRS of the late Phileas Germain, in his lifetime joiner, Defendant.

That certain emplacement fronting on Beau-lieu street, in the city of Montreal, known and designated under official subdivision number six hundred and twenty of lot number two thousand six hundred and twenty nine (2629-620), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing eighteen hundred and seventy five feet in superficies, english measure—with all the buildings thereon erected and a right of way in the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 31st October, 1916. 5892—44-2
[First published, 4th November, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) MAURICE BESSETTE,
No. 2116.) Plaintiff; vs MOISE
CHARLES ALIAS HARRISON A. DEMERS,
Defendant.

That certain emplacement situate in the town of Maisonneuve, fronting on Lafontaine street, composed as follows:

1. D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro sept cent vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-sept (17-720), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant vingt-deux pieds de largeur par soixante et quatorze pieds et cinq pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise.

2. D'une lisière de terre connue et désignée sous le numéro soixante-seize de la subdivision du lot numéro trois cent soixante-quatre, de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-sept (17-364-76), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant deux pieds de largeur par soixante-douze pieds et trois pouces de profondeur dans la ligne nord-est, et soixante et douze pieds et un pouce dans la ligne sud-est, plus ou moins et mesure anglaise—avec la maison et dépendances sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 31 octobre 1916. 5893—44-2
[Première publication, 4 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST & LOAN**
No 33. } **COMPANY OF CANADA**, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs **ARISTIDE M. JONCAS**, Défendeur; mais entre les mains de Louis Antonio Bédard, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Jean-Baptiste, en la ville d'Outremont, contenant cinquante pieds de front par cent quatre-vingt-trois pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, le dit emplacement étant la moitié nord-est du lot connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze ($\frac{1}{2}$ N.-E. 15-1), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; la dite partie de lot étant bornée comme suit: en front par la rue Saint-Jean-Baptiste, en arrière par le cimetière Mont-Royal, d'un côté au nord-est par la propriété Beaubien, portant le No 16-66 et 67 des dits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté au sud-ouest par l'autre moitié du dit lot numéro un appartenant à J. D. Hudon—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 octobre 1916. 5895—44-2
[Première publication, 4 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HARTEL CAILLE**, De-
No 4802. } mandeur; vs **ZEBE-DEE ROYAL**, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Rockland, aujourd'hui Willibrords, à Verdun, près de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, lequel emplacement est composé:

1. Du lot de terre connu et désigné comme le lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre mille quatre cent quarante-

1. Of a lot of land known and designated under official subdivision number seven hundred and twenty of original lot number seventeen (17-720), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing twenty two feet in width by seventy four feet and five inches in depth, more or less, english measure.

2. Of a strip of land known and designated under redivision number seventy six of official subdivision number three hundred and sixty four of original lot number seventeen (17-364-76), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing two feet in width by seventy two feet and three inches in depth in the north east line and seventy two feet and one inch in the south east line, more or less, english measure—with the house and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 31st October, 1916. 5894—44-2
[First published, 4th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**
No 33. } **COMPANY OF CANADA**, a body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **ARISTIDE M. JONCAS**, Defendant, but now in the hands of Louis Antonio Bédard, curator au délaissement.

That certain emplacement fronting on Saint Jean Baptiste street, in the town of Outremont, containing fifty feet in front by one hundred and eighty three feet in depth, the whole english measure and more or less, said emplacement being the north east half of the lot known and designated under official subdivision number one of original lot number fifteen (N.-E. $\frac{1}{2}$ of 15-1), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; said part of lot being bounded as follows: in front by Saint Jean Baptiste street, in rear by Mont Royal Cemetery, on one side to the north east by the Beaubien property bearing Nos. 16-66 and 67 of said official plan and book of reference and on the other side to the south west by the other half of said number one belonging to J. D. Hudon—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 31st October, 1916. 5896—44-2
[First published, 4th November, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HARTEL CAILLE**,
No. 4802. } Plaintiff; vs **ZEBE-DEE ROYAL**, Defendant.

That certain emplacement fronting on Rockland street, now Willibrords street, at Verdun, near Montreal, measuring twenty five feet in width by ninety feet in depth, english measure and more or less, said emplacement being composed as follows:

1. Of that lot of land known and designated as being the lot official subdivision number four of lot number four thousand four hundred and

six (4446-4) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et

2. Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre mille quatre cent quarante-sept (4447-1) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec le maisons et autres bâtisses dessus érigées, et les servitudes s'y rattachant, notamment le droit de passage en commun dans les ruelles situées en arrière des dits lots de terre et dans celles qui communiquent à la rue Rockland.

Cet emplacement constitue une seule exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 31 octobre 1916. 5897—44-2
[Première publication, 4 novembre 1916.]

forty six (4446-4), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and

2. Of lot official subdivision number one of lot number four thousand four hundred and forty seven (4447-1), of said official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the houses and other buildings thereon erected and the servitudes attached thereto, especially a common right-of-way in the lanes in rear of said lots and other lanes running into Rockland street.

The above emplacement forming but one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 31st October, 1916. 5898—44-2
[First published, 4th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } JOSEPH L'HEUREUX, de No 1721. } la cité de Québec, commerçant, contre FERDINA PAQUET, de la paroisse de Beauport, comté de Québec; à savoir:

1. La partie nord du lot No 424 (quatre cent vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un emplacement situé sur le chemin Sainte-Thérèse, contenant 10 perches de front sur 5 perches de profondeur, borné en front au nord au chemin Sainte-Thérèse, en profondeur au sud du reste du dit lot appartenant à Louis Boutet ou représentant, au nord-est à Alexandre Drapeau et au sud-ouest à Victor Paquet,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire le chemin qui se trouve le long de la ligne nord-est du dit emplacement.

2. Le lot No 1405 (quatorze cent cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant une terre située dans la concession Saint-André,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Beauport, comté de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du Shérif.

Québec, 23 novembre 1916. 6291—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]
[Deuxième publication, 9 décembre 1916.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH DURAND, de No 217. } Loretteville, manufacturier; contre J.-EUGENE PAGEAU, de Québec, à savoir:

1. Partie du lot No 613 (six cent treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, étant un emplacement situé sur le chemin Saint-Claude, seigneurie Saint-Gabriel, concession Saint-Antoine, contenant quatre-vingt-deux pieds de front sur deux cent cinquante-quatre pieds de profon-

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } JOSEPH L'HEUREUX, of No. 1721. } the city of Québec, trader; against FERDINA PAQUET, of the parish of Beauport, county of Québec, to wit:

1. The north part of lot No. 424 (four hundred and twenty four), of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Québec, being an emplacement situate on Sainte Thérèse road, containing 10 perches in front by 5 perches in depth, bounded in front, to the north by Sainte Therese road, in rear, to the south, by the residue of said lot belonging to Louis Boutet or representative, to the north east by Alexandre Drapeau and to the south west by Victor Paquet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To deduct therefrom the road lying along the north east line of said emplacement.

2. That lot No. 1405 (fourteen hundred and five), of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Québec, being a farm situate in concession Saint André—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Beauport, county of Québec, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office,

Sheriff.

Quebec, 23rd November, 1916. 6292—47-2
[First published, 25th November, 1916.]
[Second published, 5th December, 1916.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } JOSEPH DURAND, of Loretteville, manufacturer; against J.-EUGENE PAGEAU, of Québec, to wit:

1. Part of lot No. 613 (six hundred and thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, being an emplacement situate on Saint Claude Road, Saint Gabriel Seignior, Saint Antoine concession, containing eighty two feet in front by two hundred and fifty four feet in depth,

deur, mesure anglaise, borné au nord par le chemin public, au sud par le No 610, au nord-est par Onésime Fiset, et au sud-ouest par E. Mailly et le lot ci-après décrit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 613 (six cent treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, étant un lopin de terre contenant quatre-vingt-huit pieds de front, au nord et quarante pieds de front au sud, sur cent soixante et six pieds de profondeur, borné au nord par E. Mailly et J. Bédard, au sud par Ls. Genest, du côté nord-est par le lot ci-haut décrit et au sud-ouest par Dame Vve Ph. Pageau, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Québec, 9 novembre 1916. 6037—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]
[Deuxième publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LA COMPAGNIE J. H. No 541. } L GIGNAC, LIMITEE, corps politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Québec, contre DAME ALIDA MYRAND, de Québec, épouse de Joseph Théodoric Côté, de Québec, et y faisant affaires seule, à Québec, comme entrepreneur, sous la raison sociale de "T. J. Côté, Enrg." et le dit Joseph Théodoric Côté mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse à ester en justice, à savoir:

Les subdivisions Nos 725-A-1 et 725-A-2 (sept cent vingt-cinq-A-un et sept cent vingt-cinq-A-deux) du lot No 509 (cinq cent neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant des emplacements situés Boulevard Garneau—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues en bloc.

Pour être vendues à mon bureau en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Québec, 9 novembre 1916. 6039—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]
[Deuxième publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } Dans une cause ou DAME No 2208. } AURELIE MARTINEAU, épouse judiciairement séparée de biens de Alfred Martineau, de la paroisse de Stoneham, y faisant affaires sous la raison sociale de A. Martineau & Cie, et le dit Alfred Martineau pour autoriser et assister sa dite épouse; était Demanderesse; vs JAMES D. STEWART, de Montmagny, marchand, SAMUEL G. KNOWLES et THOMAS B. O'NEIL, tous deux marchands de bois de Québec, ces deux derniers faisant affaires comme tels en société à Québec, sous la raison sociale de "Knowles & O'Neil" étaient Défendeurs; et l'Honorable P.-Auguste Choquette, membre du Sénat du Canada, Antonin Galipeault, Louis S. St-Laurent, J.-Alphonse Métayer et Hector Laferté, tous cinq avocats, exerçant ci-devant leur profession ensemble à Québec, en leur qualité de procureurs en Cour Supérieure du défendeur Knowles et du défendeur O'Neil, et les

english measure, bounded on the north by the public road, on the south by lot No. 610, on the north east by Onésime Fiset and on the south west by E. Mailly and the lot hereinunder described—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 613 (six hundred and thirteen), of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, county of Quebec, being a parcel of land containing eighty eight feet in front on the north and forty feet in front on the south, by one hundred and sixty six feet in depth; bounded on the north by E. Mailly and J. Bédard, on the south by Ls. Genest, on the north east by the lot firstly hereinabove described and on the south west by Dame widow Ph. Pageau, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Québec, 9th November, 1916. 6038—45-2
[First published, 11th November, 1916.]
[Second published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } LA COMPAGNIE J. H. No 541. } L GIGNAC, LIMITEE, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Quebec, against DAME ALIDA MYRAND, of Quebec, wife of Joseph Théodoric Côté, of Quebec, and there carrying on business alone as contractor, under the firm name and style of "T. J. Côté, Enrg." and the said Joseph Théodoric Côté, *mis-en-cause*, to assist and authorize his said wife to *ester en justice*, to wit:

Those subdivisions Nos. 725-A-1 and 725-A-2 (seven hundred and twenty five-A-one and seven hundred and twenty five-A-two) of lot No. 509 (five hundred and nine) of the official cadastre for the parish of Saint Roch north, now Limoilou ward of the city of Quebec, being emplacements situated on Garneau Boulevard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Québec, 9th November, 1916. 6040—45-2
[First published, 11th November, 1916.]
[Second published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } IN a cause where DAME No 2208. } AURELIE MARTINEAU, wife judicially separated as to property of Alfred Martineau, of the parish of Stoneham, there carrying on business under the firm name of A. Martineau & Cie, and the said Alfred Martineau to authorize and assist his said wife, was plaintiff; vs JAMES D. STEWART, of Montmagny, merchant, SAMUEL G. KNOWLES and THOMAS B. O'NEIL, both lumber merchants of Quebec, the two latter carrying on business as such in partnership at Quebec, under the firm name of Knowles & O'Neil, were Defendants; and the Honorable P. Auguste Choquette, member of the Canadian Senate, Antonin Galipeault, Louis S. St-Laurent, J.-Alphonse Métayer, and Hector Laferté, all five advocates, exercising heretofore their profession together at Quebec, in their capacity of attorneys in the Superior Court of the Defendant Knowles and of the Defendant

quatre en dernier lieu nommés, en leur qualité de procureurs en Cour du Banc du Roi, en Cour Suprême, des défendeurs intimés Knowles & O'Neil, procureurs distrayants, les dit procureurs distrayants contre la dite Dame Aurélie Martineau, la demanderesse, à savoir:

1. Le lot No 20 (vingt) du cadastre officiel des cantons Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au quatrième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 21 (vingt et un) du cadastre officiel des cantons Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au cinquième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 20-B (vingt-B) du cadastre officiel des cantons de Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au cinquième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

4. Le lot No 20 (vingt) du cadastre officiel des cantons Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au troisième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

5. Le lot No 22 (vingt deux) du cadastre officiel des cantons de Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au premier rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

6. Le lot No 20 A (vingt A) du cadastre officiel des cantons de Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au deuxième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

7. Le lot No 20-B (vingt-B) du cadastre officiel des cantons Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au deuxième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances, y compris le pouvoir d'eau sur la rivière Huron—avec les bâtisses érigées sur les dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le QUINZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 9 novembre 1916. 6041—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]
[Deuxième publication, 25 novembre 1916.]

O'Neil, and the four lastly named in their capacity of attorneys in the Court of King's Bench, in the Supreme Court, of the respondent defendants Knowles & O'Neil, attorneys distracting for costs, the said attorneys distracting against the said Dame Aurélie Martineau, the Plaintiff, to wit:

1. The lot No. 20 (twenty) of the official cadastre of the townships Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the fourth range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 21 (twenty one) of the official cadastre of the townships Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the fifth range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies.

3. Lot No 20-B (twenty-B) of the official cadastre of the townships of Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the fifth range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies.

4. Lot No. 20 (twenty) of the official cadastre of the townships Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the third range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies.

5. Lot No. 22 (twenty two), of the official cadastre of the townships of Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the first range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec—circumstances and dependencies;

6. Lot No. 20-a (twenty A) of the official cadastre of the townships of Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the second range of the township of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec—circumstances and dependencies.

7. The lot No. 20-b (twenty B), of the official cadastre of the townships of Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the second range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies, including the water power on the Huron river—with the buildings erected on said lots.

To be sold at the parochial church door of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Shérif.
Quebec, 9th November, 1916. 6042—45-2
[First published, 11th November, 1916.]
[Second published, 25th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de magistrat, siégeant à Val Brillant.

District de Rimouski: } WADID ABOUS-
No 851. } SAFY; vs DAME
RADA ELIAS SIMON, épouse séparée de biens
de Abraham Joseph Ohod, savoir:

Un terrain contenant 100 pieds de front sur

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court, sitting at Val Brillant.

District of Rimouski: } WADID ABOUS-
No. 851. } SAFY; vs DAME
RADA ELIAS SIMON, wife separated as to
property of Abraham Joseph Ohod, to wit:

That certain piece of land of 100 feet in front

65 de profondeur, borné au nord au chemin, à l'est et au sud à P. A. St-Laurent, à l'ouest à Alph. Castonguay, étant partie du lot numéro trente-un, au cadastre officiel du rang deux, du canton Humqui—avec les bâtisses sus-construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Lac au Saumon, le VINGT-SEPT DECEMBRE prochain, 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif,
Rimouski, 22 novembre 1916. 6253—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

by 65 feet in depth, bounded on the north by the road, on the east and south by P. A. St-Laurent, on the west by Alph. Castonguay, being part of lot number thirty one of the official cadastre of range two of Humqui township, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Lac au Saumon, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 22nd November, 1916. 6254—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir: } LE PRET HYPO-
No 381. } THECAIRE,
Demandeur; vs DAME ALMA DESSU-
REAUULT ET VIR ET AL.

Comme appartenant à la dite défenderesse Dame Alma Dessureault, savoir:

Un emplacement situé sur le côté nord-est de la rue Bonaventure, en la cité des Trois-Rivières, contenant quarante-huit pieds et un quart de front sur quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front à la dite rue Bonaventure, en profondeur à Louis Dugré, au sud-est à Dame Pierre Paquin, et au nord-ouest à C. E. Caron ou représentants, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro quinze cent quatre-vingt-neuf (partie N. O. 1589), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour la dite cité des Trois-Rivières—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et aussi avec droit de passage mitoyen au sud-est du dit emplacement et sur la partie sud-est du dit lot numéro quinze cent quatre-vingt-neuf (1589), appartenant actuellement à la dite Dame Pierre Paquin ou ses représentants.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif,
Trois-Rivières, 16 novembre 1916. 6255—47-2
[Première publication, 25 novembre 1916.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Three Rivers, to wit: } LE PRET HYPOTHE-
No. 381. } CAIRE, Plaintiff;
vs DAME ALMA DESSUREAUULT ET VIR
ET AL.

As belonging to said plaintiff, Dame Alma Dessureault, to wit:

That certain emplacement situate on the north east side of Bonaventure street, in the city of Three Rivers, containing forty eight feet and one quarter of a foot in width by eighty feet in depth, the whole more or less, bounded in front by said Bonaventure street, in rear by Louis Dugre, on the south east by Dame Pierre Paquin, and on the north west by C. E. Caron or representatives, known and designated as being the north west part of lot number fifteen hundred and eighty nine (N. W. part of 1589), of the official plan and book of reference of the cadastre made for said city of Three Rivers,—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and also with a mitoyen passage to the south east of said emplacement and on the south east part of said lot number fifteen hundred and eighty nine (1589), presently belonging to said Dame Pierre Paquin or her representatives.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 16th November, 1916. 6256—47-2
[First published, 25th November, 1916.]

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que la corporation de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, s'adressera à la législature à sa session actuellement en cours, dans le but d'obtenir une loi décrétant l'annexion de son territoire à la cité de Lévis.

G. H. RAMSAY,
Maire.

Notre-Dame-de-Victoire.

6261—47-4

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the corporation of Notre Dame de Victoire, county of Levis, will apply to the legislature, at its present session, for an act to annex its territory to the city of Levis.

G. H. RAMSAY,
Mayor.

Notre Dame de Victoire,

6262—47-4

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec. District d'Arthabaska. Cour supérieure. No 386. Marie-Ange Couture, de Thetford-Mines, épouse de Joseph Dussault, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Joseph Dussault, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 18 novembre courant.

PACAUD & VACHON,
Procureurs de la demanderesse.
Thetford-Mines, 22 novembre 1916.
6245—47-5

Canada. Province de Québec. District d'Arthabaska. Cour supérieure. No 385. Léontine Lemelin, de Thetford-Mines, épouse de Salim Audet, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Salim Audet, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 18 novembre courant.

PACAUD & VACHON,
Procureurs de la demanderesse.
Thetford-Mines, 22 novembre 1916.
6247—47-5

Canada. Province of Quebec. District of Arthabaska. Superior Court. No. 386. Marie Ange Couture, of Thetford Mines, wife of Joseph Dussault, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Joseph Dussault, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 18th November instant.

PACAUD & VACHON,
Attorneys for Plaintiff.
Thetford Mines, 22nd November, 1916.
6246—47-2

Canada. Province of Quebec. District of Arthabaska. Superior Court. No. 385. Léontine Lemelin, of Thetford Mines, wife of Salim Audet, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Salim Audet, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 18th November, instant.

PACAUD & VACHON,
Attorneys for Plaintiff.
Thetford Mines, 28th November, 1916.
6248—47-5

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSÉRÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "*The Official Gazette*", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis
que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed
by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

5833

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

5834

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 47.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Couture vs Dussault.....	3067
" Khaner vs Gross.....	3043
" Jobin vs Mady.....	3043
" Laquerre vs Dusablon.....	3043
" Labelle vs Alluisi.....	3042
" Lemelin vs Audet.....	3067

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Lussier vs Fontaine.....	3042
" Marchand vs Robichaud.....	3042
" Nadon vs Dalpé dit Pariseau.....	3042
" Parrot vs Chandonnet.....	3042
" Vallée vs Cholette.....	3043

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Dme Morris vs Johnson.....	3043
----------------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Morris vs Johnson.....	3043
----------------------------	------

ANNONCEURS, avis aux..... 3067

ADVERTISERS, notice to..... 3067

AVIS DU PARLEMENT FÉDÉRAL:—

Bills privés.....	3036
-------------------	------

NOTICE OF THE FEDERAL PARLIAMANT:—

Private bills.....	3036
--------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

Federal Chemical Coy.....	3045
---------------------------	------

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—

Federal Chemical Coy.....	3045
---------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Cartierville et Verdun Cité—City.....	3040
Hampstead—Montréal.....	3037
La Congrégation des Sœurs du Saint- Enfant-Jésus.....	3039
Maisonneuve, cité de—city of.....	3041
Montréal, cité de—city of—(expropria- tions).....	3039
National Exhibition Society.....	3039
Nathaniel William Jacobs.....	3037
Notre-Dame-de-la-Victoire.....	3066
Outremont, cité de—city of.....	3037

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Outremont—Montréal, annexion—annexa- tion.....	3039
Pointe-aux-Trembles, ville de—town of... 3038	
Sault-au-Récollet et Montréal-Nord, villes de—towns of—.....	3040
Southern Canada Power Coy.....	3040
The Guarantee Title & Contract Com- pany.....	3038
Turgeon, Antoine, Sr. <i>et al.</i>	3038
Verdun, cité de—city of.....	3040

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des assu- rances):—

Dominion Arsenal Sick Benefit Associa- tion.....	3041
---	------

TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch):—

Dominion Arsenal Sick Benefit Associa- tion.....	3041
---	------

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Brennan.....	3044
Chapron.....	2344
D'Anjou & Cie.....	3045
Jacques.....	3045
Juniakos.....	3044

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Myre.....	3045
Pelletier & Cie.....	3041
The Clakins Tile and Mosaic Company, ltd.....	3044

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Bank Hotel, Ltd.....	3024
Berlind Phonograph Company, limited... 3028	
Genèreux Motor Company, Ltd.....	3031
Leannpark Realty, Ltd.....	3023
Produits Thériault, ltée.....	3032
Quebec Concrete & Contracting Com- pany, limited.....	3027
Rapid Printing Coy, Ltd.....	3035
R. H. Howard & Co. Limited.....	3029

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Saint Lawrence Progressive Real Estate Coy. Ltd.....	3032
The Dominion Cement Coy, Ltd.....	3020
The Montreal Live Stock Exchange, incor- porated.....	3030
The Montreal Patents Promoting Coy, ltd.....	3019
The Page Farms Company, Ltd.....	3026
Wah on Club, incorp.....	3025

NOMINATIONS:—APPOINTMENTS:—

Cour des Commissaires—Commissioners Court: Paroisse de Saint-Ours—Parish of Saint Ours, comté de—county of Richelieu.....	3014
Grand Constable—High Constable:— District de—district of Montreal:—MM. Achille St-Mars.....	3013

ORDRES DE LA COUR:—ORDERS OF THE COURT:—

Davie vs Dlle Caron.....	3046
La Banque Nationale vs Ouellet.....	3046

PROCLAMATIONS:—

Cadastre: Village Amos, comté de—county of Témiscaming.....	3016
Saint-Antoine-de-Padoue—Saint-Damase	3015

RÉSOLUTION:—

Municipalité de la paroisse du Sacré- Cœur de Jésus, comté de Saguenay...	3046
--	------

SÉANCE GÉNÉRALE:—

Cour de l'Echiquier du Canada.....	3047
------------------------------------	------

VENTE PAR ENCAN—AUCTION SALE:—

Chemin de fer du Pacifique-Canadien..	3047
---------------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:—

Segal (Dme) vs Miller <i>et al.</i>	3047
---	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFFS'
SALES:—

ARTHABASKA:—

Dme Langelier vs Dme Gendron <i>et vir.</i> ...	3040
---	------

BEAUCE:—

Morin vs Gilbert.....	3050
-----------------------	------

IBERVILLE:—

Gervais vs Dandurand <i>et al</i> <i>èsq.</i>	3050
---	------

JOLIETTE:—

Filiatrault, failli.....	3051
--------------------------	------

MONTREAL:—

Bessette vs Demers.....	3061
Brien vs Robert.....	3061
Caillé vs Royal.....	3062
Cusson <i>et al</i> vs Chagnon.....	3053
Dagenais vs Betournay <i>et al.</i>	3058
Demers vs Guilbert.....	3060
Deserres vs Besner.....	3053
Gratton (Dme) <i>et al</i> vs La Cie Industrielle d'Immeubles.....	3056
Gervais vs Charron.....	3060
Jacques vs Cayen.....	3051
Laurin (Dme) vs Héritiers—Heirs Ger- main.....	3061
Lemay vs Laflamme.....	3054
Lemire vs Rochon.....	3056
Les Commissaires d'écoles de la municipa- lité de la ville Saint-Paul—The school Commissioners of the municipality of the town of Saint Paul vs Martel.....	3052

NOMINATIONS:—APPOINTMENTS:—

Juge de paix—Justice of the peace:—Dis- trict de—of Montréal.....	3013
--	------

Juges de paix en vertu de l'art. 3361, S.R. Q., 1909,—Justices of the peace in virtue of Art. 3361, R. S. Q., 1909.....	3013
---	------

ORDRES DE LA COUR:—ORDERS OF THE COURT:—

Pinard, Maurice.....	3046
----------------------	------

PROCLAMATIONS:—

Saint-Rémi-de-Métis, comté de—county of Matane.....	3014
--	------

RESOLUTION:—

Municipalité of the parish of Sacré Cœur de Jésus, county of Saguenay.....	3046
---	------

GENERAL SITTING:—

Exchequer Court of Canada.....	3047
--------------------------------	------

VENTE PAR ENCAN—AUCTION SALE:—

Canadian Pacific Railway.....	3047
-------------------------------	------

SALE BY LICITATION:—

Tassé (Dme) <i>et al</i> vs Tassé <i>et al.</i>	3048
---	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFFS'
SALES:—

ARTHABASKA:—

Dme Langelier vs Dme Gendron <i>et vir.</i> ...	3049
---	------

BEAUCE:—

Morin vs Gilbert.....	3050
-----------------------	------

IBERVILLE:—

Gervais vs Dandurand <i>et al</i> <i>èsq.</i>	3050
---	------

JOLIETTE:—

Filiatrault, insolvent.....	3051
-----------------------------	------

MONTREAL:—

Mayrand vs Teach <i>et al.</i>	3055
Riverin (Dme) vs Decker.....	3059
Rouse <i>et al</i> <i>èsq.</i> vs Tremblay.....	3055
The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme Connally <i>et al</i> <i>èsq.</i>	3057
The Standard Life Assurance Coy vs Barbey.....	3057
The Trust & Loan Company of Canada vs Fortier.....	3054
The Trust & Loan Company of Canada vs Joncas.....	3062
Vinette vs Latreille.....	3059
Willems vs Fontaine.....	3052

QUÉBEC:—

Durand vs Pageau..... 3063
 La Cie J.-H. Gignac vs Dme Myrand.... 3064

RIMOUSKI:—

Aboussafy vs Dme Simon..... 3065

TROIS-RIVIÈRES:—

Le Prêt Hypothécaire vs Dme Dessureault
et vir et al...... 3066

QUEBEC:—

L'Heureux vs Paquet..... 3063
 Martineau (Dme) vs Stewart *et al.*..... 3064

RIMOUSKI:—

Aboussafy vs Dme Simon..... 3065

THREE RIVERS:—

Le Prêt Hypothécaire vs Dme Dessureault
et vir et al...... 3066